

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 726

10 avril 2006

SOMMAIRE

Alexis Project Contractors S.A., Luxembourg . . .	34807	IPEF III Holdings No 3 S.A., Luxembourg	34820
Alexis Project Contractors S.A., Luxembourg . . .	34807	IPEF III Holdings N° 16 S.A., Luxembourg	34828
APW-Verwaltungs GmbH, Merttert	34828	IPEF III Holdings N° 16 S.A., Luxembourg	34828
Balkan Holding A.G., Luxembourg	34802	JFD, S.à r.l., Luxembourg	34807
Balkan Holding A.G., Luxembourg	34802	Lov, S.à r.l., Luxembourg	34836
Balkan Holding A.G., Luxembourg	34802	Pema S.A., Luxembourg	34802
Circle, S.à r.l., Luxembourg	34830	Plank Holdings S.A., Luxembourg	34824
Clorox Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	34815	Rapid Installations S.A., Luxembourg	34845
Dai Nippon International S.A.H., Luxembourg . . .	34821	SECURFIN Société de Gestion et Placements In-	
DB Silver II, S.à r.l., Luxembourg	34836	dustriels S.A., Luxembourg-Kirchberg	34814
Deutsche Krankenversicherung Luxembourg S.A..	34827	Stodiek Beteiligung II, S.à r.l., Luxembourg	34808
e-ARBED Distribution S.A., Esch-sur-Alzette . . .	34820	Techem Calorlux, S.à r.l., Bereldange	34827
e-ARBED Distribution S.A., Esch-sur-Alzette . . .	34820	Techem Calorlux, S.à r.l., Bereldange	34827
e-ARBED Distribution S.A., Esch-sur-Alzette . . .	34820	Techem Calorlux, S.à r.l., Bereldange	34827
Frazil S.A.H., Luxembourg	34826	Techem Calorlux, S.à r.l., Bereldange	34827
Gatinvest Holding S.A., Luxembourg	34824	TG Construction S.A., Ettelbruck	34815
Gavina S.A., Luxembourg	34801	Transeurope Express & Recycling, S.à r.l., Kayl . .	34834
Industrielle Beteiligung S.A., Luxembourg	34835	UEB Alternative Fund 2, Sicav, Luxembourg	34808
Insight European RE Solingen PropCo, S.à r.l., Lu-		Vicky Invest S.A., Luxembourg	34824
xembourg	34821	Worldwide Sports Investments, S.à r.l., Luxem-	
Insight European RE Solingen PropCo, S.à r.l., Lu-		bourg	34808
xembourg	34823		

GAVINA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 49.683.

Complément à la réquisition concernant la réunion du Conseil d'Administration du 27 mars 2000

Le Conseil d'Administration, lors de la réunion du 27 mars 2000, accepte la démission du commissaire aux comptes VECO TRUST S.A.

Luxembourg, le 14 décembre 2005.

Pour GAVINA S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 23 décembre 2005, réf. LSO-BL07064. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(005392.3/744/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

BALKAN HOLDING A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.
R. C. Luxembourg B 29.340.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2006, réf. LSO-BM03644, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(005233.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

BALKAN HOLDING A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.
R. C. Luxembourg B 29.340.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2006, réf. LSO-BM03643, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(005232.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

BALKAN HOLDING A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 26, rue Philippe II.
R. C. Luxembourg B 29.340.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2006, réf. LSO-BM03642, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(005231.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

PEMA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 113.431.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le dix-neuf décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- Monsieur Manfred Ehlacher, né à Castelrotto/BZ (Italie), le 22 juillet 1947, demeurant à I-39040 Castelrotto, Via Henrik Ibsen 24 (Italie);

2.- Monsieur Peter Ehlacher, né à Castelrotto/BZ (Italie), le 21 juin 1952, demeurant à I-39040 Castelrotto, Via Henrik Ibsen 24 (Italie).

Les deux comparants sont ici représentés par Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant à L-6410 Echternach, 11, Impasse Alferweiher (Luxembourg), en vertu de deux procurations sous seing privé lui délivrées.

Les prédites procurations, signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société de participations financières, sous forme de société anonyme, qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe une société de participations financières sous la forme de société anonyme et sous la dénomination de PEMA S.A.

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

Il peut être créé, par décision du Conseil d'Administration, des succursales ou bureaux tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré dans la même commune par décision du Conseil d'Administration.

Si des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se présentent ou paraissent imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger, par décision du Conseil d'Administration, jusqu'à la cessation complète des circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire restera une société de droit luxembourgeois.

Art. 4. La Société a pour objet toutes prises de participations, directes ou indirectes, et des intérêts sous quelque forme que ce soit dans toutes entreprises ou sociétés commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de parts sociales et valeurs mobilières de toutes espèces, y compris les obligations et les titres d'emprunt; le contrôle, la propriété, la détention, l'administration, le transfert et la mise en valeur de ces participations et valeurs mobilières; l'octroi à toute société filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'octroi aux tiers de toute garantie concernant les engagements de toute société filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect; l'emprunt et la levée des fonds de quelque manière que ce soit et la garantie du remboursement de toute somme empruntée; l'émission d'obligations et de titres d'emprunt; l'emploi de ses fonds à la création, à l'acquisition, à la détention, à la gestion, au transfert, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, droits, marques, brevets, licences et autres propriétés de toute origine, leur acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière; la réalisation par voie de vente, d'apport, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces titres, droits, marques, brevets, licences et autres propriétés, sans vouloir bénéficier du régime fiscal spécial prévu par la loi 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

La Société pourra effectuer toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites et susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

D'une manière générale, la Société pourra donner tout genre d'assistance et service à toute société filiale ou filiale apparentée ou à toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect. A titre d'exemple et d'une façon non exhaustive, la Société pourra donner assistance et service dans les domaines suivants: recherche et développement, assistance technique, assistance dans la gestion, assistance commerciale, financière, administrative et comptable; services de trésorerie centralisée.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à un million d'euros (1.000.000,- EUR), représenté par mille (1.000) actions de mille euros (1.000,- EUR) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Les actions sont émises sous forme nominative.

Un registre des actionnaires sera tenu au siège social de la Société. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions dont il est titulaire, la somme libérée pour chacune de ces actions ainsi que le transfert des actions et les dates de ces transferts.

La Société considérera la personne au nom de laquelle les actions sont inscrites dans le registre des actionnaires comme le véritable titulaire de ces actions.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Les augmentations du capital pourront être réalisées nonobstant l'existence de rompus; les actionnaires ne disposant pas du nombre de droits de souscription ou d'attribution exactement nécessaire pour obtenir la délivrance d'un nombre entier d'actions nouvelles feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits. La Société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. Le transfert d'actions entre vifs peut se réaliser aux conditions suivantes.

Au cas d'un transfert d'actions entre vifs non conforme aux conditions prévues par les dispositions du présent article, le transfert n'aura aucune validité vis à vis de la Société; de ce fait l'acquéreur des actions ne pourra pas être inscrit au registre des actionnaires de la Société et ne pourra pas participer aux assemblées des actionnaires, ni y voter, ni exercer les droits octroyés à l'actionnaire tel que prévu par les statuts ou par la loi, le transfert des actions de la part de cet actionnaire n'ayant aucun effet vis à vis de la Société.

Les actions sont librement cessibles entre vifs avec agrément préalable des autres actionnaires; à cette fin l'actionnaire qui veut céder tout ou partie de ses actions doit communiquer cette intention à tous les actionnaires inscrits au registre des actionnaires et aussi au conseil d'administration, moyennant une lettre recommandée avec avis de réception, en y indiquant:

- les données de l'acquéreur;
- le nombre et les caractéristiques des actions qui vont être transférées;
- le prix demandé par l'actionnaire cédant et offert par l'acquéreur;
- les conditions, les termes et les modalités de paiement aussi bien que les autres conditions négociées.

Les actionnaires devront exprimer leur agrément ou désagrément concernant la proposition dudit transfert d'actions par le biais d'une décision de l'assemblée des actionnaires de la Société, qui délibérera sans obligation d'indiquer les motifs de sa décision. Toutes les actions de l'actionnaire qui veut céder tout ou partie de sa participation, ne seront pas considérées lors de la vérification des conditions de quorum et de majorité de l'assemblée des actionnaires délibérant sur l'agrément ou le désagrément relatif à la proposition de transfert d'actions.

Dans les trente jours suivants la réception de la communication de l'actionnaire qui veut céder tout ou partie des ses actions (à cette fin, il sera tenu compte de la dernière date de réception parmi les seuls actionnaires), les actionnaires devront communiquer audit actionnaire la délibération adoptée par l'assemblée, moyennant une lettre recommandée avec avis de réception.

A défaut de communication dans le délai indiqué, l'agrément des actionnaires est considéré implicitement octroyé.

Au cas de désagrément et donc d'impossibilité pour l'actionnaire intéressé de transférer sa participation, cet actionnaire aura le droit de céder aux autres actionnaires les actions selon leur valeur courante telle qu'établie par un réviseur d'entreprises indépendant chargé par l'actionnaire cédant, à ses frais, d'évaluer la valeur des actions en vente.

Au cas d'agrément, soit expresse soit implicite, au transfert par un actionnaire des ses actions, les actionnaires inscrits au registre des actionnaires ont un droit de préemption pour l'achat desdites actions selon les dispositions suivantes:

- au cas où plusieurs actionnaires ont exercé leur droit de préemption, les actions en vente reviendront à chacun d'eux par rapport à sa participation au capital de la Société;
- au cas où quelqu'un parmi les actionnaires n'ait pas exercé son droit de préemption, les actions en vente lui revenantes seront accrues d'une façon automatique et proportionnelle aux autres actionnaires qui auront exercé, dans le délai prévu, leur droit de préemption;
- le droit de préemption devra être exercé pour la totalité des actions en vente.

Chaque actionnaire pourra exercer son droit de préemption en communiquant l'intention de l'exercer au conseil d'administration et à l'actionnaire titulaire des actions en vente, moyennant une lettre recommandée avec avis de réception envoyée dans les 15 jours suivant l'adoption de la délibération par l'assemblée des actionnaires concernant le désagrément à la cession de ces actions. Ladite communication devra exprimer l'intention de l'actionnaire en question d'acheter tant les actions en vente lui revenantes par rapport au poids de sa participation que les actions revenantes aux autres actionnaires et par rapport auxquelles aucune intention d'achat ait été exprimée par lesdits autres actionnaires. Dans les 15 jours suivant l'échéance du délai pour l'exercice du droit de préemption, le conseil d'administration communiquera à l'actionnaire qui veut céder ses actions les données du/des actionnaire/s qui a/ont offert de les acquérir. Les actions en vente devront être acquises dans les 30 jours suivant ladite communication à l'actionnaire qui veut les céder, aux mêmes prix, conditions, termes et selon les mêmes modalités de paiement et les autres conditions indiquées dans la communication de l'actionnaire concernant son intention de vendre ses actions. Au cas contraire, c'est-à-dire au cas où la cession des actions en vente ne s'effectue pas dans ledit délai pour une raison différente du défaut de l'actionnaire qui veut céder les actions, cet actionnaire pourra céder les actions à l'acquéreur indiqué dans sa communication concernant son intention de vente, dans les 30 jours suivant l'échéance dudit délai, autrement la procédure de préemption devant être renouvelée.

Au sens du présent article,

- le mot «action/s» vaut pour «action/s et droit/s d'option»;
- l'expression «transfert entre vifs» fait référence à tout genre de transfert tel que, à titre d'exemple et d'une façon non exhaustive, la vente, l'échange, l'apport, l'offre en paiement, le transfert en bloc, tout transfert réalisé dans le cadre d'une cession ou d'un apport d'entreprise, fusion, scission et la donation.

Les actions sont librement cessibles, sans aucun droit de préemption des autres actionnaires, si leur transfert est réalisé:

- en faveur du conjoint d'un actionnaire;
- en faveur de parents, en ligne directe de n'importe quel degré, d'un actionnaire;
- en faveur d'un/des autre/s actionnaire/s de la Société.

Au cas où plusieurs personnes, tant juridiques que physiques, sont titulaires d'actions en communauté, leur droits en tant qu'actionnaires doivent être exercés par un représentant commun par eux-mêmes nommé.

En cas de la constitution d'un gage sur des actions, le droit de vote relatif reviendra à l'actionnaire débiteur qui ne pourra pas transférer ce droit au créancier détenteur du gage, auquel la Société ne reconnaîtra aucun droit sauf celui d'obtenir l'inscription du gage sur le registre des actionnaires par rapport aux actions sur lesquelles cette garantie a été constituée.

En cas de la constitution d'un usufruit sur des actions, le droit de vote relatif reviendra à l'usufruitier, sauf accord contraire entre le nu-propiétaire et l'usufruitier.

En cas d'une saisie sur les actions, le droit de vote relatif reviendra au sujet qui aura été nommé gardien de ces actions par l'autorité compétente.

En cas de constitution d'un gage, d'un usufruit ou de saisie sur des actions, tout droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital aussi bien que le droit de préemption sur les actions des autres actionnaires reviendront d'une façon exclusive à l'actionnaire à la fois débiteur ou nu-propiétaire.

En cas d'augmentation du capital social de la Société réalisé par incorporation de réserves de capital et des autres fonds (bénéfices ou primes d'émission) ou par majoration du montant nominal des actions existantes, le gage, l'usufruit et la saisie constitué sur des actions sera automatiquement étendu à la fois aux nouvelles actions attribuées à l'actionnaire débiteur ou nu-propiétaire, ou au montant majoré des actions sous gage, usufruit ou saisie.

Au cas où il serait nécessaire de verser des fonds pour réaliser ou parfaire une souscription de capital social ou pour réaliser le versement complet ou partiel du capital social souscrit,

- si les actions sont grevées par un gage, l'actionnaire débiteur doit verser les fonds nécessaires au moins dans les trois jours précédant le délai d'échéance; à défaut de ce versement, le créancier détenteur du gage peut céder les actions, en respectant le droit d'agrément et de préemption des autres actionnaires;
- si les actions sont grevées par un usufruit, l'usufruitier doit verser les fonds nécessaires mais il aura le droit à obtenir la restitution de ces fonds de la part du nu-propiétaire à la fin de l'usufruit.

Au cas de la mort d'un actionnaire, les actionnaires survivants peuvent décider, par le biais d'une décision de l'assemblée des actionnaires de la Société, que les actions de l'actionnaire feu s'imputent aux actionnaires survivants qui expriment l'intention de les acquérir. Dans ce cas, la décision de l'assemblée devra être adoptée dans les 90 jours suivant la mort de l'actionnaire et avec le vote favorable des actionnaires représentant la majorité du capital social, les actions de l'actionnaire feu n'étant pas considérées lors de la vérification de ladite majorité. Les actionnaires intentionnés à acquérir les actions de l'actionnaire feu, devront régler avec les héritiers et les légataires, dans les 90 jours suivants ladite délibé-

ration de l'assemblée, la valeur courante des actions transférées telle qu'établie par un réviseur d'entreprises indépendant chargé conjointement par les héritiers de l'actionnaire feu et les actionnaires intéressés à l'achat des actions, d'évaluer la valeur des actions objet de transfert.

Les accomplissements prévus par le présent article en matière de transfert peuvent ne pas être observés lorsque tous les actionnaires expriment par écrit leur consentement au transfert des actions préalablement à la réalisation.

Art. 7. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins et qui élit un président dans son sein.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale, pour une période se terminant lors de l'assemblée annuelle pour un maximum de six ans renouvelable et seront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été élus. Tout administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision des actionnaires. Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les administrateurs restants devront élire à la majorité des voix un administrateur pour remplir provisoirement les fonctions attachées au poste devenu vacant jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Un avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera envoyé à tous les administrateurs au moins huit jours avant la date prévue pour la réunion, sauf en situation d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnées dans l'avis de convocation qui sera en tout cas envoyé aux administrateurs au moins deux jours avant la date prévue pour la réunion.

Tout administrateur pourra participer à une réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des votes des administrateurs présents ou représentés.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signée par tous les administrateurs.

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social, et tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi, est de sa compétence. Il peut notamment compromettre, transiger, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Le Conseil d'Administration peut prêter ou emprunter à court ou à long terme, même au moyen d'émissions d'obligations avec ou sans garantie; ces obligations pourront, sur autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, être converties en actions.

Le Conseil d'Administration peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Le Conseil d'Administration peut déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et/ou agents, associés ou non-associés.

La Société se trouve engagée, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de la personne à ce déléguée par le conseil.

Art. 8. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies au nom de la Société par un membre du Conseil d'Administration ou par la personne à ce délégué par le conseil.

Art. 9. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le dernier vendredi du mois de juin à 12.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Les autres assemblées générales pourront se tenir aussi souvent que l'intérêt social l'exige aux heures et lieux spécifiés dans l'avis de convocation.

Art. 12. Tout actionnaire régulièrement inscrit dans le registre des actionnaires au plus tard le jour de la réunion de l'assemblée générale, a le droit d'y assister et d'y voter.

Tout actionnaire pourra agir à toute assemblée générale en déléguant une autre personne, actionnaire ou non, comme son représentant par écrit ou par télécopie.

Les assemblées générales seront convoquées par le Conseil d'Administration à la suite d'un avis, envoyé par lettre recommandée, énonçant l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu tant de la première que de la deuxième convocation de l'assemblée, le délai minimum entre ces deux convocations ne pouvant être inférieur à 24 heures.

L'avis de convocation doit être envoyé au moins dix jours avant l'assemblée à tout actionnaire, inscrit au registre des actionnaires, à l'adresse portée pour chacun d'eux à ce registre.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être valablement tenue sans avis de convocation préalable.

Les résolutions prises aux assemblées générales ordinaires tenues en première convocation sont valablement adoptées pour autant que sont présents les actionnaires représentant plus de la moitié du capital social et que les résolutions sont adoptées à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Les résolutions prises aux assemblées générales ordinaires tenues en deuxième convocation sont adoptées à la majorité simple des actionnaires présents et votants, quelle que soit la portion du capital représenté.

Les résolutions prises aux assemblées générales extraordinaires tenues en première convocation sont valablement adoptées pour autant que sont présents les actionnaires représentant au moins la moitié du capital social et que les résolutions sont adoptées avec le vote favorable des actionnaires représentant au moins les deux-tiers du capital social représenté.

Les résolutions prises aux assemblées générales extraordinaires tenues en deuxième convocation sont adoptées à la majorité simple des actionnaires présents et votants, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises, tant en première qu'en deuxième convocation, qu'avec le vote favorable des actionnaires représentant plus de la moitié du capital social.

Le président du Conseil d'Administration ou un autre membre du conseil délégué par ses collègues préside l'assemblée des actionnaires et en signe le procès-verbal.

Art. 13. L'assemblée générale a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Art. 14. Pour tous les points non réglés aux présents statuts, les parties se soumettent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 et aux lois modificatives.

Disposition transitoire

- 1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2005.
- 2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2006.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

1.- Monsieur Manfred Ehrlacher, préqualifié, cinq cents actions.	500
2.- Monsieur Peter Ehrlacher, préqualifié, cinq cents actions	500
Total: mille actions	1.000

Les actions apportées en contre-valeur du capital souscrit sont émises avec une prime d'émission globale de sept millions neuf cent quarante-neuf mille euros (7.949.000,- EUR).

Toutes les actions ont été intégralement libérées et le paiement de la prime d'émission réalisé moyennant apport de la totalité des parts sociales de la société à responsabilité limitée de droit italien SGA S.r.l., ayant son siège social à I-39040 Castelrotto/BZ, via Henrik Ibsen 24 (Italie), inscrite au Registre des Sociétés de Bolzano sous le numéro 00866130214, représentant une participation de 100% (cent pour cent) du capital de ladite société SGA S.r.l.; ces parts sociales évaluées à huit millions neuf cent quarante-neuf mille euros (8.949.000,- EUR).

Cet apport fait l'objet d'un rapport descriptif établi en date du 13 décembre 2005 par le réviseur d'entreprises indépendant la société à responsabilité limitée HRT REVISION, S.à r.l., ayant son siège social à L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri, conformément aux stipulations de l'article 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales et qui conclut de la manière suivante:

«Conclusion

Sur base des contrôles effectués, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la valeur de l'apport en vue de la constitution de PEMA S.A., qui correspond au moins à 1.000 actions d'une valeur nominales de 1.000,- EUR chacune et à la prime d'émission de 7.949.000,- EUR à émettre en contrepartie.»

Ledit rapport, signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Déclaration

Le notaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Evaluation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève à environ quatre mille quatre cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et à l'unanimité ils ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

Sont nommés aux fonctions d'administrateurs:

- Monsieur Alexis de Bernardi, licencié en sciences économiques, né à Luxembourg, le 13 février 1975, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont;
- Monsieur Georges Diederich, administrateur de sociétés, né à Esch-sur-Alzette, le 19 mars 1936, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont;

- Monsieur Régis Donati, expert-comptable, né à Briey (France), le 19 décembre 1965, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Deuxième résolution

Est nommé commissaire aux comptes:

Monsieur Mohammed Kara, expert-comptable, né à Oum Toub-Denaira (Algérie), le 21 juillet 1954, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Troisième résolution

Le mandat des administrateurs et du commissaire ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2008.

Quatrième résolution

L'adresse de la société est fixée à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. Thill, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 décembre 2005, vol. 535, fol. 15, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): C. Bentner.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 19 janvier 2006.

J. Seckler.

(007507.3/231/308) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

ALEXIS PROJECT CONTRACTORS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue.

R. C. Luxembourg B 69.763.

—
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2006, réf. LSO-BM03648, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(005235.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

ALEXIS PROJECT CONTRACTORS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-Rue.

R. C. Luxembourg B 69.763.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 13 janvier 2006, réf. LSO-BM03646, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(005234.3/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

JFD, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R. C. Luxembourg B 99.283.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2004, enregistrés à Luxembourg, le 3 janvier 2006, réf. LSO-BM00744, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2006.

Pour la gérance

Signature

(005258.3/1051/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

WORLDWIDE SPORTS INVESTMENTS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du X Septembre.
R. C. Luxembourg B 100.975.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2006, réf. LSO-BM02757, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(005249.3/850/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

UEB ALTERNATIVE FUND 2, Société d'investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2085 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 67.573.

Le bilan au 30 avril 2005, enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2006, réf. LSO-BM03016, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 janvier 2006.

Signature.

(005256.3/3085/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

STODIEK BETEILIGUNG II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 113.384.

STATUTES

In the year two thousand and five, on the fifteenth day of December.

Before Maître Jean Seckler, notary residing at Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

The private limited company STODIEK BETEILIGUNG I, S.à r.l. with its registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, constituted by a deed of the undersigned notary on the 17th of November, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, and not yet registered in the R.C.S. Luxembourg section B, here represented by Mr Paul Marx, docteur en droit, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy signed ne varietur by the attorney and the undersigned notary will remain attached to the present deed, in order to be recorded with it.

This appearing party, represented as said before, requested the undersigned notary to draw up the Constitutive Deed of a private limited company, («société à responsabilité limitée»), as follows:

Art. 1. There is hereby established a private limited company («société à responsabilité limitée»), which will be governed by the laws in force, namely the Companies' Act of August 10, 1915 and by the present articles of association.

Art. 2. The company's name is STODIEK BETEILIGUNG II, S.à r.l.

Art. 3. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group.

It may open branches in Luxembourg and abroad.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licences as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations, whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Art. 4. The registered office of the company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place of the Grand Duchy of Luxembourg by simple decision of the shareholders.

If extraordinary events of a political or economic nature which might jeopardize the normal activity at the registered office or the easy communication of this registered office with foreign countries occur or are imminent, the registered office may be transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision will have no effect on the company's nationality. The declaration of the transfer of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company which is best situated for this purpose under the given circumstances.

Art. 5. The company is established for an unlimited duration.

Art. 6. The corporate capital is set at sixty-six million one hundred and ninety-six thousand three hundred Euro (66,196,300.- EUR) represented by two million six hundred and forty-seven thousand eight hundred and fifty-two (2,647,852) sharequotas of twenty-five Euro (25.- EUR) each, which have been all subscribed by the sole shareholder, the private limited company STODIEK BETEILIGUNG I, S.à r.l. with its registered office at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

The subscriber states and acknowledges that each sharequota has been fully paid up by contribution in kind of all its assets and liabilities valued at sixty-six million one hundred and ninety-six thousand three hundred Euro (66,196,300.- EUR) and consisting of the following items:

a) thirty-two thousand four hundred and ninety-nine (32,499) shares representing ninety-nine point ninety-nine per cent (99.99%) of the issued capital of the company STODIEK ARIANE I S.A., R.C.S. Luxembourg B 66.603, with its registered office at L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er};

b) thirty-two thousand four hundred and ninety-nine (32,499) shares representing ninety-nine point ninety-nine per cent (99.99%) of the issued capital of the company STODIEK ARIANE II S.A., R.C.S. Luxembourg B 66.604, with its registered office at L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er};

c) thirty-two thousand four hundred and ninety-nine (32,499) shares representing ninety-nine point ninety-nine per cent (99.99%) of the issued capital of the company STODIEK ARIANE III S.A., R.C.S. Luxembourg B 66.605, with its registered office at L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er};

d) a sharequota representing ninety-nine per cent (99%) of the issued capital of the private limited company STODIEK ITALIA S.r.l., registered at the Milan Chamber of Commerce under REA number 1583259, with its registered office at I-Milan, via Clémente Prudenziio 16;

e) a sharequota representing ninety-nine per cent (99%) of the issued capital of the private limited company STODIEK IMMOBILIARE S.r.l., registered at the Milan Chamber of Commerce under REA number 1613610, with its registered office at I-Milan, via Clémente Prudenziio 16;

f) ten thousand (10,000) shares representing one hundred per cent (100%) of the issued capital of the public limited company STODIEK LISBOA - PROMOCAO E CONSTRUCAO DE IMOVEIS, S.A., registered in the Commercial registry of Lisbon under number 8919, with its registered office at Portugal, Lisboa, Rua Castilho, 6° esq.;

g) ten thousand (10,000) shares representing one hundred per cent (100%) of the issued capital of the public limited company STODIEK PORTUGAL - SOCIEDADE IMOBILIARIA, S.A., registered in the Commercial registry of Lisbon under number 2701, with its registered office at Portugal, Lisboa, Rua Augusto dos Santos n°, 4°;

h) two hundred (200) shares representing one hundred per cent (100%) of the issued capital of the public limited company STODIEK IMMOBILIARIA S.A., registered in the Commercial Register under Page M-260861, Volume 15512, Folio 1, with its registered office at P° Castellana 120 (5° izq), Spain, 28046 Madrid;

i) a receivable of forty thousand Euro (EUR 40,000.-) deriving from a loan granted to the Belgian company PROPERTY SECURITY BELGIUM S.A.;

j) formation expenses amounting to seven thousand eight hundred and seventy-five Euro (EUR 7,875.-);

k) a credit balance of ten thousand Euro (EUR 10,000.-) on the FORTIS BANK account;

l) a provision of seven thousand six hundred and ten Euro and forty-two cent (EUR 7,610.42) for liabilities and charges;

m) a debt of one thousand seven hundred and fifty Euro (EUR 1,750.-) towards the notary.

When and as long as all the sharequotas are held by one person, the company is a one person company in the sense of article 179(2) of the amended law concerning trade companies; in this case, the articles 200-1 and 200-2 among others of the same law are applicable, i.e. any decision of the single shareholder as well as any contract between the latter and the company must be recorded in writing and the provisions regarding the general shareholders' meeting are not applicable.

The company may acquire its own sharequotas provided that they be cancelled and the capital reduced proportionally.

Art. 7. The sharequotas are indivisible with respect to the company, which recognizes only one owner per sharequota. If a sharequota is owned by several persons, the company is entitled to suspend the related rights until one person has been designated as being with respect to the company the owner of the sharequota. The same applies in case of a conflict between the usufructuary and the bare owner or a debtor whose debt is encumbered by a pledge and his creditor. Nevertheless, the voting rights attached to the sharequotas encumbered by usufruct are exercised by the usufructuary only.

Art. 8. The transfer of sharequotas inter vivos to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital. The transfer of sharequotas mortis causa to other shareholders or to third parties is conditional upon the approval of the general shareholders' meeting representing at least three quarter of the corporate capital belonging to the survivors.

This approval is not required when the sharequotas are transferred to heirs entitled to a compulsory portion or to the surviving spouse. If the transfer is not approved in either case, the remaining shareholders have a preemption right proportional to their participation in the remaining corporate capital.

Each unexercised preemption right inures proportionally to the benefit of the other shareholders for a duration of three months after the refusal of approval. If the preemption right is not exercised, the initial transfer offer is automatically approved.

Art. 9. Apart from his capital contribution, each shareholder may with the previous approval of the other shareholders make cash advances to the company through the current account. The advances will be recorded on a specific current account between the shareholder who has made the cash advance and the company. They will bear interest at a

rate fixed by the general shareholders' meeting with a two third majority. These interests are recorded as general expenses.

The cash advances granted by a shareholder in the form determined by this article shall not be considered as an additional contribution and the shareholder will be recognized as a creditor of the company with respect to the advance and interests accrued thereon.

Art. 10. The death, the declaration of minority, the bankruptcy or the insolvency of a shareholder will not put an end to the company. In case of the death of a shareholder, the company will survive between his legal heirs and the remaining shareholders.

Art. 11. The creditors, assigns and heirs of the shareholders may neither, for whatever reason, affix seals on the assets and the documents of the company nor interfere in any manner in the management of the company. They have to refer to the company's inventories.

Art. 12. The company is managed and administered by one or several managers, whether shareholders or third parties. The power of a manager is determined by the general shareholders' meeting when he is appointed. The mandate of manager is entrusted to him until his dismissal ad nutum by the general shareholders' meeting deliberating with a majority of votes.

The manager(s) has (have) the broadest power to deal with the company's transactions and to represent the company in and out of court.

The manager(s) may appoint attorneys of the company, who are entitled to bind the company by their sole signatures, but only within the limits to be determined by the power of attorney.

Art. 13. No manager enters into a personal obligation because of his function and with respect to commitments regularly contracted in the name of the company; as an agent, he is liable only for the performance of his mandate.

Art. 14. The collective resolutions are validly taken only if they are adopted by shareholders representing more than half of the corporate capital. Nevertheless, decisions amending the articles of association can be taken only by the majority of the shareholders representing three quarter of the corporate capital.

Interim dividends may be distributed under the following conditions:

- interim accounts are drafted on a quarterly or semi-annual basis,
- these accounts must show a sufficient profit including profits carried forward,
- the decision to pay interim dividends is taken by an extraordinary general meeting of the shareholders.

Art. 15. The company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 16. Each year, as of the thirty-first day of December, the management will draw up the annual accounts and will submit them to the shareholders.

Art. 17. Each shareholder may inspect the annual accounts at the registered office of the company during the fifteen days preceding their approval.

Art. 18. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the general expenses, the social charges, the amortizations and the provisions represents the net profit of the company. Each year five per cent (5%) of the net profit will be deducted and appropriated to the legal reserve. These deductions and appropriations will cease to be compulsory when the reserve amounts to ten per cent (10%) of the corporate capital, but they will be resumed until the complete reconstitution of the reserve, if at a given moment and for whatever reason the latter has been touched. The balance is at the shareholders' free disposal.

Art. 19. In the event of the dissolution of the company for whatever reason, the liquidation will be carried out by the management or any other person appointed by the shareholders.

When the company's liquidation is closed, the company's assets will be distributed to the shareholders proportionally to the sharequotas they are holding.

Losses, if any, are apportioned similarly, provided nevertheless that no shareholder shall be forced to make payments exceeding his contribution.

Art. 20. With respect to all matters not provided for by these articles of association, the shareholders refer to the legal provisions in force.

Art. 21. Any litigation which will occur during the liquidation of the company, either between the shareholders themselves or between the manager(s) and the company, will be settled, insofar as the company's business is concerned, by arbitration in compliance with the civil procedure.

Special dispositions

The first fiscal year will begin now and will end on December 31, 2005.

Expenses

The amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at six thousand seven hundred Euro.

In accordance with the European Council Directive of June 10, 1985, a fixed registration fee is levied by the Luxembourg registration office (contribution of all its assets and liabilities by an EU company to another EU company - article 4-1 of the amended law of December 29, 1971).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the company, the sole shareholder representing the entire corporate capital takes the following resolutions:

First resolution

Mr Jean Fell, expert comptable, born at L-Echternach, on April 9, 1956, residing professionally at L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte;

Dr. Bernd Kottmann, company director, born in Unna (Germany), on March 6, 1958, residing professionally at D-53177 Bonn, Germany, Zanderstrasse 5;

and Mr Luc Delfosse, company director, born in Uccle (Belgium), on September 12, 1956, residing professionally at B-1000 Brussels, 130, chaussée de la Hulpe, are appointed as managers for an unlimited duration.

The company is bound in all circumstances by the joint signatures of a manager residing in Luxembourg and of any other manager.

Second resolution

The registered office of the company is established in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German translation; on request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing attorney, known to the notary, by his surname, Christian name, civil status and residence, the said appearing attorney signed together with Us, the notary, the present deed.

Es folgt die deutsche Fassung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünf, am fünfzehnten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster (Grossherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung STODIEK BETEILIGUNG I, S.à r.l., mit Sitz in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, gegründet gemäss Urkunde des unterzeichneten Notars am 17. November 2005, welche noch nicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, veröffentlicht ist, und noch nicht im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburgs unter der Sektion B eingetragen ist, vertreten durch Herrn Paul Marx, docteur en droit, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, aufgrund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift.

Diese Vollmacht bleibt nach ne varietur Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den instrumentierenden Notar gegenwärtiger Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die Komparentin, vertreten wie hiervor erwähnt, hat erklärt, dass sie eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet hat, deren Satzung sie wie folgt festgelegt hat:

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet, welche den in Kraft befindlichen Gesetzen und insbesondere dem abgeänderten Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und der vorliegenden Satzung unterliegt.

Art. 2. Die Gesellschaft nimmt die Firmenbezeichnung STODIEK BETEILIGUNG II, S.à r.l.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, die Verwaltung, die Verwertung und die Veräusserung von Beteiligungen in irgendwelcher Form an anderen in- und ausländischen Gesellschaften. Sie kann auch Anleihen aufnehmen und den Gesellschaften, an denen sie direkt oder indirekt beteiligt ist oder die Mitglieder derselben Gruppe sind, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren.

Sie kann Zweigniederlassungen in Luxemburg und im Ausland eröffnen.

Desweiteren kann die Gesellschaft alle sonstigen Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Zeichnung, Kauf, Tausch oder sonstwie, und dieselben durch Verkauf, Tausch oder sonstwie veräussern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und Lizenzen, sowie davon abgeleitete oder dieselben ergänzende Rechte erwerben, verwerten und veräussern.

Zweck der Gesellschaft ist ausserdem der Erwerb, die Verwaltung, die Verwertung und die Veräusserung von sowohl in Luxemburg als auch im Ausland gelegenen Immobilien.

Generell kann die Gesellschaft alle kaufmännische, gewerbliche und finanzielle Geschäfte beweglicher und unbeweglicher Natur tätigen, die obengenannte Zwecke fördern oder ergänzen.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg. Er kann in irgendeine andere Ortschaft des Grossherzogtums Luxemburg durch einfachen Beschluss der Teilhaber verlegt werden.

Sollten aussergewöhnliche Ereignisse politischer oder wirtschaftlicher Natur stattfinden oder nahe bevorstehen, welche die normale Tätigkeit am Gesellschaftssitz oder die unbeschwerter Kommunikation dieses Gesellschaftssitzes mit dem Ausland gefährden, dann kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur vollständigen Beendigung der aussergewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden. Ein solcher Beschluss hat keinen Einfluss auf die Nationalität der Ge-

sellschaft. Die Mitteilung über die Sitzverlegung erfolgt und wird Drittpersonen durch das Organ der Gesellschaft übermittelt, welches sich unter den gegebenen Umständen hierzu am besten eignet.

Art. 5. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital ist auf sechsundsechzig Millionen einhundertsechundneunzigtausenddreihundert Euro (66.196.300,- EUR), festgesetzt, dargestellt durch zwei Millionen sechshundertsiebenundvierzigtausendachthundertzweiundfünfzig (2.647.852) Anteile von je fünfundzwanzig Euro (25,- EUR), welche alle von der alleinigen Gesellschafterin, der Gesellschaft mit beschränkter Haftung STODIEK BETEILIGUNG I, S.à r.l., mit Sitz in L-1331 Luxemburg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Die Erschienenene, welche die Anteile gezeichnet hat, erklärt und bejaht, dass jeder Anteil voll und ganz durch Einlage all ihrer Aktiva und Passiva, geschätzt auf sechsundsechzig Millionen einhundertsechundneunzigtausenddreihundert Euro (66.196.300,- EUR), eingezahlt worden ist und dass die Einlage aus folgenden Elementen besteht:

a) zweiunddreissigtausendvierhundertneunundneunzig (32.499) Aktien, welche neunundneunzig Komma neunundneunzig Prozent (99,99%) des Kapitals der Gesellschaft STODIEK ARIANE I S.A. darstellen, R.C.S. Luxemburg B 66.603, mit Sitz in L-2210 Luxemburg, 54, boulevard Napoleon I^{er};

b) zweiunddreissigtausendvierhundertneunundneunzig (32.499) Aktien, welche neunundneunzig Komma neunundneunzig Prozent (99,99%) des Kapitals der Gesellschaft STODIEK ARIANE II S.A. darstellen, R.C.S. Luxemburg B 66.604, mit Sitz in L-2210 Luxemburg, 54, boulevard Napoléon I^{er};

c) zweiunddreissigtausendvierhundertneunundneunzig (32.499) Aktien, welche neunundneunzig Komma neunundneunzig Prozent (99,99%) des Kapitals der Gesellschaft STODIEK ARIANE III S.A. darstellen, R.C.S. Luxemburg B 66.605, mit Sitz in L-2210 Luxemburg, 54, boulevard Napoléon I^{er};

d) ein Anteil, welcher neunundneunzig Prozent (99%) des Kapitals der Gesellschaft mit beschränkter Haftung STODIEK ITALIA S.r.l. darstellt, eingetragen bei der Handelskammer Mailands unter der REA Nummer 1583259, mit Sitz in Mailand, Italien, via Clémente Prudenziò 16;

e) ein Anteil, welcher neunundneunzig Prozent (99%) des Kapitals der Gesellschaft mit beschränkter Haftung STODIEK IMMOBILIARE S.r.l. darstellt, eingetragen bei der Handelskammer Mailands unter der REA Nummer 1613610, mit Sitz in Mailand, Italien, via Clémente Prudenziò 16;

f) zehntausend (10.000) Aktien, welche hundert Prozent (100%) des Kapitals der Aktiengesellschaft STODIEK LISBOA - PROMOCAO E CONSTRUCAO DE IMOVEIS, S.A. darstellen, eingetragen im Handelsregister von Lissabon unter Nummer 8919 mit Sitz in Portugal, Lissabon, Rua Castilho, 6^o esq.;

g) zehntausend (10.000) Aktien, welche hundert Prozent (100%) des Kapitals der Aktiengesellschaft STODIEK PORTUGAL S.A. darstellen, eingetragen im Handelsregister von Lissabon unter Nummer 2701 mit Sitz in Portugal, Lissabon, Rua Augusto dos Santos n^o 4^o;

h) zweihundert (200) Aktien, welche hundert Prozent (100%) des Kapitals der Aktiengesellschaft STODIEK INMOBILIARIA S.A. darstellen, eingetragen im Handelsregister auf Seite M-260861, Band 15512, Folio 1, mit Sitz in P^o Castellana 120 (5^o izq), Spanien, 28046 Madrid;

i) eine Forderung von vierzigtausend Euro (EUR 40.000,-) aus einem Darlehen, welches der belgischen Gesellschaft PROPERTY SECURITY BELGIUM S.A. gewährt worden ist;

j) Gründungskosten in Höhe von siebentausendachthundertfünfundsiebzig Euro (EUR 7.875,-);

k) ein Habensaldo von zehntausend Euro (EUR 10.000,-) auf dem FORTIS BANK Konto;

l) eine Provision von siebentausendsechshundertzehn Euro und zweiundvierzig cent (EUR 7.610,42), um Schulden und Kosten zu decken;

m) eine Schuld von eintausendsiebenhundertundfünfzig Euro (EUR 1.750,-) gegenüber dem Notar.

Wenn und solange alle Anteile in der Hand einer Person sind, dann ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinne von Artikel 179(2) des abgeänderten Gesetzes über die Handelsgesellschaften; in diesem Fall sind, unter anderen, die Artikel 200-1 und 200-2 dieses Gesetzes anzuwenden, d.h. dass jeder Beschluss des alleinigen Gesellschafters sowie jeder Vertrag zwischen ihm und der Gesellschaft schriftlich festgehalten werden muss und dass die Bestimmungen über die Generalversammlungen der Teilhaber nicht anwendbar sind.

Die Gesellschaft ist berechtigt, ihre eigenen Anteile zu erwerben unter der Bedingung, dass sie vernichtet werden und das Kapital verhältnismässig herabgesetzt wird.

Art. 7. Die Anteile sind unteilbar gegenüber der Gesellschaft, die für jeden Anteil nur einen einzigen Eigentümer anerkennt. Falls mehrere Personen einen Anteil besitzen, dann kann die Gesellschaft die Ausübung der entsprechenden Rechte in der Schwebe halten, bis eine Person bestimmt ist, welche ihr gegenüber Eigentümer des Anteils ist. Ebenso verhält es sich bei einem Konflikt zwischen dem Niessbrauchberechtigten und dem «nackten» Eigentümer oder zwischen dem durch Pfand gesicherten Gläubiger und Schuldner. Die Stimmrechte der mit dem Niessbrauch belasteten Anteile werden jedoch nur vom Niessbrauchberechtigten ausgeübt.

Art. 8. Die Abtretung von Anteilen unter Lebenden an Teilhaber und an Nichtteilhaber unterliegt der anlässlich einer Generalversammlung erteilten Genehmigung der Teilhaber, welche mindestens drei Viertel des Kapitals vertreten.

Die Abtretung von Anteilen von Todes wegen an Teilhaber und an Nichtteilhaber unterliegt der anlässlich einer Generalversammlung erteilten Genehmigung der Teilhaber, welche mindestens drei Viertel des Kapitals vertreten, welches den überlebenden Teilhabern gehört.

Diese Genehmigung ist nicht erforderlich, wenn die Anteile an pflichtteilsberechtigten Erben oder an den überlebenden Gatten übertragen werden. Falls die Genehmigung in der einen oder anderen Hypothese verweigert wird, dann haben die verbleibenden Teilhaber ein Vorkaufsrecht im Verhältnis zu ihrer Beteiligung am verbleibenden Kapital.

Das von einem oder mehreren Teilhabern nicht ausgeübte Vorkaufsrecht geht proportional an die anderen Teilhaber über. Es muss innerhalb einer Frist von drei Monaten ab Verweigerung der Genehmigung ausgeübt werden.

Das Nichtausüben des Vorkaufsrechts zieht automatisch die Genehmigung des ursprünglichen Abtretungsvorschlages nach sich.

Art. 9. Ausser seiner Gesellschaftereinlage kann jeder Teilhaber, mit der vorherigen Zustimmung der anderen Teilhaber, der Gesellschaft persönliche Kreditzuschüsse in Kontokorrent gewähren. Diese Kreditzuschüsse werden auf ein spezielles Kontokorrent zwischen dem kreditgebenden Teilhaber und der Gesellschaft verbucht. Sie tragen Zinsen zu einem Satz welcher von der Generalversammlung der Teilhaber mit zweidrittel Mehrheit festgelegt wird. Diese Zinsen werden als allgemeine Geschäftskosten der Gesellschaft verbucht.

Kreditzuschüsse, die von einem Teilhaber in der in diesem Artikel bestimmten Form gegeben werden, sind nicht als zusätzliche Gesellschaftseinlage zu betrachten, und der Teilhaber wird für diesen Betrag nebst Zinsen als Gläubiger der Gesellschaft anerkannt.

Art. 10. Die Gesellschaft wird nicht beendet durch das Ableben, die Unmündigkeitserklärung, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeitserklärung eines Teilhabers. Im Falle des Ablebens eines Teilhabers wird die Gesellschaft zwischen den überlebenden Teilhabern und den gesetzlichen Erben fortgesetzt.

Art. 11. Es ist den Gläubigern, den Rechtsnachfolgern und den Erben der Teilhaber untersagt, die Güter und Dokumente der Gesellschaft aus welchem Grund auch immer versiegeln zu lassen oder sich irgendwie in die Verwaltungshandlungen einzumischen. Für die Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Gesellschaftsinventare stützen.

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet und verwaltet, welche Teilhaber oder Nichtteilhaber sein können. Die Befugnisse eines Geschäftsführers werden während seiner Ernennung durch die Generalversammlung bestimmt. Das Geschäftsführungsmandat wird ihm bis zur Abberufung ad nutum durch die Generalversammlung, welche mehrheitlich berät, anvertraut.

Der oder die Geschäftsführer haben die ausgedehntesten Befugnisse, um die Geschäfte der Gesellschaft durchzuführen und um die Gesellschaft gerichtlich oder aussergerichtlich zu vertreten.

Der oder die Geschäftsführer können Prokuristen der Gesellschaft ernennen, welche die Gesellschaft mit ihrer alleinigen Unterschrift vertreten können, aber nur in denjenigen Grenzen, welche in der Prokura bestimmt werden müssen.

Art. 13. In Ausübung seiner Tätigkeit verpflichtet sich kein Geschäftsführer persönlich bezüglich der ordnungsgemäss im Namen der Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen; als einfacher Mandatar ist er nur für die Ausübung seines Mandates verantwortlich.

Art. 14. Kollektivbeschlüsse sind nur gültig getroffen, wenn sie von den Teilhabern, welche mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, angenommen werden. Beschlüsse über eine Satzungsänderung jedoch dürfen nur von der Mehrheit der Teilhaber getroffen werden, welche drei Viertel des Kapitals vertreten.

Zwischendividenden dürfen unter folgenden Bedingungen ausgeschüttet werden:

- Zwischenbilanzen werden auf viertel- oder halbjährlicher Basis erstellt,
- diese Bilanzen müssen genügend Gewinne ausweisen, einschliesslich des Gewinnvortrages,
- der Beschluss, Zwischendividenden auszuschütten, ist von den Gesellschaftern zu treffen.

Art. 15. Das Geschäftsjahr läuft vom ersten Januar bis zum einunddreissigsten Dezember.

Art. 16. Jedes Jahr zum 31. Dezember wird die Geschäftsführung einen Jahresabschluss erstellen und ihn den Teilhabern unterbreiten.

Art. 17. Jeder Teilhaber darf den Jahresabschluss am Sitz der Gesellschaft während den fünfzehn Tagen vor seiner Annahme einsehen.

Art. 18. Der positive Saldo der Gewinn- und Verlustrechnung nach Abzug der allgemeinen Kosten, der Sozialabgaben, der Abschreibungen und der Rückstellungen bildet den Reingewinn der Gesellschaft. Jedes Jahr werden fünf Prozent des Reingewinns vorweggenommen und der gesetzlichen Rücklage zugeführt. Diese Vorwegnahmen und Zuführungen sind nicht mehr zwingend vorgeschrieben, wenn die Rücklage zehn Prozent des Kapitals erreicht hat, müssen jedoch wieder einsetzen bis zu seiner vollständigen Wiederherstellung, wenn der Rücklagefonds zu einem gegebenen Zeitpunkt aus welchem Grund auch immer in Anspruch genommen worden ist. Der Saldo steht zur freien Verfügung der Teilhaber.

Art. 19. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft aus welchem Grund auch immer, wird die Liquidierung durch die Geschäftsführung oder jede andere von den Teilhabern bestimmte Person durchgeführt.

Wenn die Liquidierung der Gesellschaft beendet ist, dann werden die Aktiva der Gesellschaft unter die Teilhaber im Verhältnis der Anteile, welche sie halten, verteilt.

Etwaige Verluste werden in gleicher Weise aufgeteilt, ohne dass jedoch ein Teilhaber gehalten werden könnte Zahlungen zu leisten, welche seine Geschäftseinlagen übersteigen.

Art. 20. Für alles, was nicht in dieser Satzung vorgesehen ist, beziehen sich die Teilhaber auf die in Kraft befindlichen gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 21. Sämtliche Streitigkeiten, welche während der Liquidation der Gesellschaft, sei es zwischen den Teilhabern selbst, sei es zwischen dem oder den Geschäftsführern und der Gesellschaft entstehen, werden, soweit es sich um die Gesellschaftsangelegenheiten handelt, durch Schiedsgericht entsprechend der Zivilprozessordnung entschieden.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr wird heute beginnen und wird am 31. Dezember 2005 enden.

34814

Kosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen und für die sie haftet, beläuft sich auf ungefähr sechstausendsiebenhundert Euro.

Gemäss Direktive des europäischen Rates vom 10. Juni 1985 wird eine feste Registrierungsgebühr von der luxemburgischen Registrierungsbehörde erhoben (Einlage aller Aktiva und Passiva einer Gesellschaft der Europäischen Union an eine andere Gesellschaft der Europäischen Union - Artikel 4-1 des abgeänderten Gesetzes vom 29. Dezember 1971).

Beschlüsse der alleinigen gesellschafterin

Sofort nach der Gründung der Gesellschaft hat die alleinige Gesellschafterin, welcher das gesamte Kapital vertritt, folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Herrn Jean Fell, expert comptable, geboren in L-Echternach, am 9. April 1956, beruflich wohnhaft in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, Dr. Bernd Kottmann, Verwalter von Gesellschaften, geboren in Unna (Deutschland), am 6. März 1958, beruflich wohnhaft in D-53177 Bonn, Deutschland, Zanderstrasse 5;

und Herrn Luc Delfosse, Verwalter von Gesellschaften, geboren in Uccle (Belgien) am 12. September 1956, beruflich wohnhaft in Belgien, 1000 Brüssel, 130, chaussée de la Hulpe, wird die Geschäftsführung auf unbestimmte Zeit übertragen.

Die Gesellschaft wird in allen Angelegenheiten durch die gemeinsame Unterschrift des Geschäftsführers mit Wohnsitz in Luxemburg zusammen mit einem zweiten Geschäftsführer verpflichtet.

Zweiter Beschluss

Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar, der die englische und die deutsche Sprache beherrscht, erklärt hiermit auf Antrag der Komparentin, dass diese Gründungsurkunde in Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Antrag der Komparentin und im Fall von Abweichungen des englischen und des deutschen Textes, ist die englische Fassung massgebend.

Worüber Urkunde, errichtet wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: P. Marx, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 23 novembre 2005, vol. 535, fol. 8, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Für gleichlautende Ausfertigung erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, den 16. Januar 2006.

J. Seckler.

(007031.3/231/383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2006.

SECURFIN SOCIETE DE GESTION ET PLACEMENTS INDUSTRIELS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 72.328.

Il résulte, d'une part, des décisions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 21 novembre 2005, que les administrateurs sortants:

- SHELTON & ASSOCIATES LLC, avec siège social au 1021, Main Street, Suite 1150, Houston, Texas 77002 (U.S.A.),

- M. Lionello Ferrazzini, économiste, demeurant au Via A. Salvioni, CH-6862 Rancate (TI),

- M. Gérard Muller, économiste, avec adresse professionnelle au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg,

ainsi que le commissaire aux comptes sortant:

- C. CLODE & SONS (IRELAND) LTD, avec siège social au 24-26 City Quay, Dublin 2 (Irlande),

ont été reconduits dans leurs fonctions respectives jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2011.

Il résulte, d'autre part, d'une résolution du Conseil d'Administration datée du 21 novembre 2005, que SHELTON & ASSOCIATES LLC et M. Lionello Ferrazzini ont également été reconduits dans leur mandat d'administrateur-délégué avec pouvoir d'engager valablement la société par leur seule signature pour la même durée, qui se terminera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2011.

Pour extrait conforme

SG AUDIT, S.à r.l.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2006, réf. LSO-BM02407. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(005424.2//24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

34815

TG CONSTRUCTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9070 Ettelbruck, 5, place de la Résistance.
R. C. Luxembourg B 106.720.

Les comptes annuels au 31 décembre 2004, enregistrés à Luxembourg, le 10 janvier 2006, réf. LSO-BM02602, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 janvier 2006.

Pour le Conseil d'Administration

Signature

(005259.3/1051/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

CLOROX LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R. C. Luxembourg B 112.902.

In the year two thousand and five, on the fourteenth November.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the sole shareholder of CLOROX LUXEMBOURG, S.à r.l., a «société à responsabilité limitée», having its registered office at L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, incorporated by deed enacted on the 11th day of November, in process of registration at the Luxembourg Trade Register, in process of publication in Mémorial C, and whose Articles of Incorporation have never been amended.

The meeting is presided by Mr Patrick van Hees, jurist at L-1450 Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Miss Rachel Uhl, jurist at L-1450 Luxembourg.

The chairman requests the notary to act that:

I.- The sole shareholder present or represented and the number of shares held by him are shown on an attendance list. That list and the proxy, signed by the appearing persons and the notary, shall remain here annexed to be registered with the minutes.

II.- As appears from the attendance list, the 119.130 shares, representing the whole capital of the company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholder has been beforehand informed.

III.- The agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1.- Increase of the corporate capital by an amount of USD 5.688.420 (five million six hundred eighty-eight thousand four hundred and twenty US Dollars) so as to raise it from its present amount of USD 119.130 (one hundred nineteen thousand one hundred and thirty US Dollars) to USD 5.807.550 (five million eight hundred and seven thousand five hundred and fifty US Dollars) by the issue of 189.614 (one hundred eighty-nine thousand six hundred and fourteen) new shares having a par value of USD 30 (thirty US Dollars) each, subject to payment of a share premium amounting globally to USD 22.753.660 (twenty-two million seven hundred fifty-three thousand six hundred and sixty US Dollars).

2.- Subscription, intervention of the subscriber and payment of all the new shares by contribution in kind of shares.

3.- Acceptation by the managers of CLOROX LUXEMBOURG, S.à r.l.

4.- Amendment of article eight of the Articles of Incorporation in order to reflect such action.

5.- Amendment of article eleven of the Articles of Incorporation.

After the foregoing was approved by the meeting, the sole shareholder decides what follows:

First resolution

The company THE CLOROX INTERNATIONAL COMPANY, a company organized under the laws of the State of Delaware, United States, and having its registered office PO Box 24305 Oakland, California 94 623, USA; sole shareholder, exercising the powers devolved to the general meeting of shareholders, decides to increase the issued share capital by USD 5.688.420 so as to raise it from its present amount of USD 119.130 to USD 5.807.550 by the issue of 189.614 new shares having a par value of USD 30 each, subject to payment of a share premium amounting globally to USD 22.753.660, the whole to be fully paid up through a contribution in kind consisting in shares of a company having its registered office in a European Union shareholder state (UK).

Second resolution

The shareholder accepts the subscription of the new shares by himself, that is to say:

THE CLOROX INTERNATIONAL COMPANY, prenamed, for all the 189.614 new shares to be issued.

Contributor's Intervention - Subscription - Payment

Thereupon intervenes the aforementioned company THE CLOROX INTERNATIONAL COMPANY, here represented as stated here-above;

which declares to subscribe to the 189.614 new shares and to pay them up as well as the share premium by a contribution in kind hereafter described:

Description of the contributions

6,858,003 ordinary shares and 312,559 preference shares with a par value of GBP 1 of CLOROX CAR CARE LIMITED, a company incorporated under the laws of United Kingdom, representing 100% of the share capital of this latest company; this contribution being valued at USD 28.442.080, remunerated by issue of 189.614 new shares in CLOROX LUXEMBOURG, S.à r.l.

Evaluation

The net value of this contribution in kind is evaluated at USD 28.442.080, i.e. EUR 24.282.489 at the current European Central Bank currency rate fixed at USD1,1713 against 1.-.

The subscriber requests that this total amount of the contribution has to be considered as share capital for a total amount of USD 5.688.420 and as share premium for an amount of USD 22.753.660, to be allocated as follows:

- USD 22.184.818 to a distributable item of the balance sheet;
- USD 568.842 to an undistributable item of the balance sheet as allocated to the legal reserve.

Evidence of the contribution's existence

Proof of the ownership and the value of such shares has been given to the undersigned notary by the Memorandum of Articles of Association of the concerned companies and by a declaration issued by the managers of CLOROX LUXEMBOURG, S.à r.l. attesting the current number of shares, their ownership, and their true valuation in accordance with current market trends.

Effective implementation of the contribution

The CLOROX INTERNATIONAL COMPANY, contributor prenamed here represented as stated hereabove, declares:

- all the shares are fully paid up;
- such shares are in registered form;
- there exists no pre-emption rights nor any other rights by virtue of which any person may be entitled to demand that one or more of the shares be transferred to him;
- such shares are legally and conventionally freely transferable;
- they have checked that these shares are owned by THE CLOROX INTERNATIONAL COMPANY;
- all formalities shall be carried out in United Kingdom in order to formalise the transfer and to render it effectively anywhere and toward any third party.

Manager's intervention

Thereupon intervene:

a) Mr Karl Stokes, manager, residing at 4th floor, Kershaw house Great West Road Hounslow, Middlesex, United Kingdom, TW5-0BX

b) Mr Charles Conradi, manager, residing 1221 Braodway Oakland, CA 94612, USA

c) Mr Gregory Frank, manager, residing at 1221 Braodway Oakland, CA 94612, USA

here represented by Mr Patrick van Hees aforesaid, by virtue of a proxy which will remain here annexed.

Acknowledging having been beforehand informed of the extent of their responsibility, each of them personally and solidarily legally engaged as managers of the company by reason of the here above described contribution in kind, both of them expressly agree with the description of the contribution in kind, with its valuation, with the effective transfer of these shares, and confirm the validity of the subscription and payment.

Third resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions, the contribution being fully carried out, the shareholder decides to amend the article eight of the Articles of Incorporation to read as follows:

«**Art. 8.** The Company's capital is set at USD 5.807.550 represented by 193 585 shares with a par value of USD 30 each.»

Pro rata contribution tax payment exemption request

CLOROX CAR CARE LIMITED, registered under number 2362589 at the UK Trade Register and having its registered office 4th floor, Kershaw House, Great West Road Hounslow, Middlesex, UK TW5-0BX, is a financial stock company, considered as such by UK laws as well as by Luxembourg laws, covered by the Council Directive 69/335/CEE of July 17, 1969 concerning indirect taxes on the raising of capital.

Considering that it concerns an increase of the share capital of a Luxembourg company by a contribution in kind consisting of shares of a financial stock company (société de capitaux) having its registered office in an European Union State, bringing its participation from 0% to 100% after the present contribution, the company expressly requests the pro rata fee payment exemption on basis of Article 4.2 of the Luxembourg law of December 29, 1971, as modified by the law of December 3, 1986, which provides for a fixed rate registration tax perception in such a case.

Fourth resolution

The shareholder decides to amend the article eleven of the Articles of Incorporation to read as follows:

«**Art. 11.** The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be shareholders. The managers will be appointed as type A manager or B manager. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of one A manager and one B manager.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may sub-delegate his powers for specific tasks to one several ad hoc agents.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

In case of plurality of managers, boards of managers will be validly held provided that at least one A and one B manager be present or represented.

In this case, the resolutions of the board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by phone.

The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.»

It is decided to classify the current managers of the Company as A managers. It is also decided to appoint Dominique Robyns, chartered accountant, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, as B manager.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about eight thousand Euro.

Retainer: Sufficient funds, equal at least at the amount as precised above for notarial fees are already at disposal of the undersigned notary, the contribution being made in kind.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française:

L'an deux mille cinq, le quatorze novembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de l'associé unique de la société à responsabilité limitée CLOROX LUXEMBOURG, S.à r.l., ayant son siège social à L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll, en cours d'inscription au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, constituée suivant acte reçu le 11 novembre 2005, en cours de publication au Mémorial C, et dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

L'assemblée est présidée par Monsieur Patrick van Hees, juriste à L-1450 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Mademoiselle Rachel Uhl, juriste à L-1450 Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- L'associé unique présent ou représenté et le nombre de parts qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et la procuration, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 119.130 parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont l'associé a été préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1.- Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de USD 5.688.420 (cinq millions six cent quatre-vingt-huit mille quatre cent vingt Dollars Américains) pour le porter de son montant actuel de USD 119.130 (cent dix-neuf mille cent trente Dollars Américains) à USD 5.807.550 (cinq millions huit cent sept mille cinq cent cinquante Dollars Américains) par l'émission de 189.614 (cent quatre-vingt-neuf mille six cent quatorze) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de USD 30 (trente Dollars Américains) chacune, moyennant paiement d'une prime d'émission globale de USD 22.753.660 (vingt-deux millions sept cent cinquante-trois mille six cent soixante Dollars Américains).

2.- Souscription, intervention du souscripteur et libération de toutes les parts sociales nouvelles par apport en nature d'actions.

3.- Acceptation par les gérants de CLOROX LUXEMBOURG, S.à r.l.

4.- Modification afférente de l'article huit des statuts.

5.- Modification de l'article onze des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'associé unique, les résolutions suivantes ont été prises:

Première résolution

La société THE CLOROX INTERNATIONAL COMPANY, une société régie par le droit du Delaware, Etats-Unis et ayant son siège social à PO Box 24305 Oakland, California 94 623, USA; associé unique exerçant les prérogatives dévolues à l'assemblée, décide d'augmenter le capital social à concurrence de USD 5.688.420 pour le porter de son montant actuel de USD 119.130 à USD 5.807.550 par l'émission de 189.614 parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de USD 30 chacune, moyennant paiement d'une prime d'émission globale de USD 22.753.660, le tout intégralement par l'apport réalisé en nature d'actions d'une société ayant son siège social dans un Etat membre de la Communauté Européenne.

Deuxième résolution

L'associé accepte la souscription des parts sociales nouvelles par lui-même, à savoir:

- THE CLOROX INTERNATIONAL COMPANY, prédésignée, pour l'intégralité des 189.614 parts sociales nouvelles à émettre.

Intervention de l'apporteur - Souscription - Libération

Intervient ensuite aux présentes la société prédésignée THE CLOROX INTERNATIONAL COMPANY, représentée comme dit ci-avant;

laquelle a déclaré souscrire les 189.614 parts sociales nouvelles et les libérer intégralement ainsi que la prime d'émission par un apport en nature ci-après décrit.

Description de l'apport

6.858.003 actions ordinaires et 312,559 actions préférentielles d'une valeur nominale GBP 1 de CLEROX CAR CARE LIMITED, une société régie par les lois de Grande-Bretagne, représentant 100% (cent pour cent) du capital social de cette dernière; cet apport étant évalué à USD 28.442.080, rémunéré par l'émission de 189.614 parts sociales nouvelles de CLOROX LUXEMBOURG, S.à r.l.

Evaluation

La valeur nette de cet apport en nature est évaluée à USD 28.442.080, c'est à dire EUR 24.282.489 au taux de change pratiqué par la Banque Centrale Européenne, actuellement fixé à USD1,1713 pour 1.-.

Le souscripteur déclare que la valeur totale de l'apport fait à CLOROX LUXEMBOURG, S.à r.l. doit être considérée comme du capital pour un montant de USD 5.688.420 et comme une prime d'émission pour un montant de USD 22.753.660, à allouer comme suit:

- USD 22.184.818 à une réserve distribuable du bilan;
- USD 568.842 à une réserve non distribuable du bilan telle que la réserve légale.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de la propriété et de la valeur de ces actions a été donnée au notaire instrumentant par les statuts des sociétés concernées et une déclaration émise par les gérants de CLOROX LUXEMBOURG, S.à r.l. attestant le nombre actuel d'actions, leur appartenance et leur valeur réelle conformément aux tendances actuelles du marché.

Réalisation effective de l'apport

THE CLOROX INTERNATIONAL COMPANY, prédésigné, apporteur ici représenté comme dit ci-avant, déclare:

- que les actions de CLOROX CAR CARE LIMITED sont entièrement libérées;
- qu'il est le seul plein propriétaire et possédant les pouvoirs de disposer de ces actions conventionnellement et librement transmissibles, n'existant aucun droit de préemption ou d'autres droits en vertu desquels une personne pourrait avoir le droit d'en acquérir une ou plusieurs;
- que toutes formalités seront réalisées en Grande-Bretagne, aux fins d'effectuer la cession et de la rendre effective partout et vis-à-vis de toutes tierces parties;

Intervention des gérants

Sont alors intervenus:

a) Mr Karl Stokes, manager, at 4th floor, Kershaw house Great West Road Hounslow, Middlesex, United Kingdom, TW5-0BX

b) Mr Charles Conradi, manager, 1221 Braodway Oakland, CA 94612, USA.

c) Mr Gregory Frank, manager, 1221 Braodway Oakland, CA 94612, USA.

ici représentés par Patrick van Hees, prénommé, en vertu d'une procuration qui restera ci-annexée, agissant en qualité de gérants de la société CLOROX LUXEMBOURG, S.à r.l.

Reconnaissant avoir pris connaissance de l'étendue de leur responsabilité, légalement personnellement et solidairement engagés en leur qualité de gérants de la société à raison de l'apport en nature ci-avant décrit, tous les deux marquent expressément leur accord sur la description de l'apport en nature, sur son évaluation, sur le transfert de la propriété desdites actions, et confirment la validité des souscriptions et libération.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'apport étant totalement réalisé, l'associé décide de modifier l'article huit des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 8.** Le capital social est fixé à USD 5.807.550,- (cinq millions huit cent sept mille cinq cent cinquante dollars US) divisé en 193.585 parts sociales de USD 30,- (trente dollars US) chacune.»

Requête en exonération de paiement du droit proportionnel d'apport

CLOROX CAR CARE LIMITED, enregistrée sous le numéro 2362589 au Registre de Commerce de Grande-Bretagne et ayant son siège social 4th floor, Kershaw House, Great West Road Hounslow, Middlesex, UK TW5-OBX, est une société de capitaux, considérée comme telle tant par la loi de Grande-Bretagne que par la loi luxembourgeoise, entrant dans le champ d'application de la Directive 69/335/CEE du Conseil du 17 juillet 1969, concernant les impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux.

S'agissant de l'augmentation du capital social d'une société luxembourgeoise par apport en nature de parts sociales non encore apportées, émises par une société de capitaux ayant son siège dans un Etat de l'Union Européenne, portant sa participation de 0% à 100% après le présent apport, la société requiert expressément l'exonération du paiement du droit proportionnel d'apport sur base de l'article 4.2 de la loi du 29 décembre 1971 telle que modifiée par la loi du 3 décembre 1986, qui prévoit en pareil cas le paiement du droit fixe d'enregistrement.

Quatrième résolution

l'associé décide de modifier l'article onze des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 11.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Les différents gérants seront nommés en tant que gérant de type A ou gérant de type B. Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La société sera engagée par la seule signature de son gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de type A et d'un gérant de type B.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement si au moins un gérant de type A et un gérant de type B sont présents ou représentés.

Dans ce cas, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les membres du Conseil de Gérance participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via téléphone ou la vidéo.

Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.»

Il est décidé de classer les managers actuels de la Société en tant que managers A. Il est également décidé de nommer Dominique Robyns, expert-comptable, 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 le Luxembourg, en tant que manager B.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ huit mille euros.

Provision: Une somme suffisante, égale au moins au montant des frais notariaux mentionné ci-avant est d'ores et déjà à la disposition du notaire soussigné, l'apport étant réalisé en nature.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: P. van Hees, R. Uhl, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 21 novembre 2005, vol. 150S, fol. 85, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 décembre 2005.

J. Elvinger.

(007079.3/211/292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2006.

e-ARBED DISTRIBUTION, Société Anonyme.

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 66, rue de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 76.760.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 30 mars 2004

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de Monsieur Nicolas Ueberecken et remercie le Président démissionnaire pour les éminents services rendus à la société.

Pour extrait conforme

G. Stoll / E. Witteveen

Administrateur / Administrateur-Délégué

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2006, réf. LSO-BM02503. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(005416.2//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

e-ARBED DISTRIBUTION, Société Anonyme.

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 66, rue de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 76.760.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 15 mars 2005

Quatrième résolution

Le Conseil prend acte de la démission de Messieurs Georges Kirps et Pierre Reiter et remercie le Président démissionnaire pour les éminents services rendus à la société. Le conseil acte la nomination de Messieurs Philippe Nicolas et Laurent David comme nouveaux administrateurs.

Pour extrait conforme

G. Stoll / E. Witteveen

Administrateur / Administrateur-Délégué

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2006, réf. LSO-BM02505. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(005403.3/571/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

e-ARBED DISTRIBUTION, Société Anonyme.

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 66, rue de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 76.760.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire du 29 mars 2005

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale prend acte de la démission de Messieurs Georges Kirps et Pierre Reiter et remercie le Président démissionnaire pour les éminents services rendus à la société.

En remplacement, l'Assemblée Générale ratifie la nomination de Messieurs Philippe Nicolas et Laurent David comme nouveaux administrateurs.

Pour extrait conforme

G. Stoll / E. Witteveen

Administrateur / Administrateur-Délégué

Enregistré à Luxembourg, le 9 janvier 2006, réf. LSO-BM02506. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(005414.2//17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

IFEF III HOLDINGS N° 3 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 74.067.

Les comptes annuels au 31 mai 2005 (version abrégée), enregistrés à Luxembourg, le 5 janvier 2006, réf. LSO-BM01844, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(005341.3/693/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

DAI NIPPON INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 12.475.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2006, réf. LSO-BM02569, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2006.

Pour DAI NIPPON INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia-Hengel / S. Wallers

(005318.3/1017/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

INSIGHT EUROPEAN RE SOLINGEN PropCo, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 112.741.

In the year two thousand five, on the thirtieth of December.

Before Us, Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

INSIGHT EUROPEAN REAL ESTATE HOLDINGS, S.à r.l., a private limited company incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 108.463 (the Sole Shareholder),

here represented by Ms Francine Ewers, attorney-at-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg, on December 29, 2005.

Such proxy, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with the deed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as said here above, has requested the undersigned notary to act that it holds 125 shares of a nominal value of EUR 100 each of INSIGHT EUROPEAN RE SOLINGEN PropCo, S.à r.l., a Luxembourg private limited company incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated December 5, 2005, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Company), and that it is the sole shareholder of the Company.

This having been declared, the Sole Shareholder, represented as stated above, has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by EUR 100 from its current amount of EUR 12,500 to EUR 12,600 by the issuance of one share with a nominal value of EUR 100.

Second resolution

The Sole Shareholder declares that it wishes to subscribe to the increase of the share capital decided under the first resolution, represented by one share with a nominal value of EUR 100 and that it fully pays up such share together with a share premium in the aggregate amount of EUR 6,499,900 to be allocated to the premium reserve of the Company, by a contribution in kind consisting of a claim held against the Company pursuant to a loan agreement, dated 7 December 2005, of a value of EUR 6,500,000 (the Claim).

The value of the above contribution has been certified to the undersigned notary as follows:

It results from a valuation report drawn up on 29 December 2005 by the Company that:

«The value of the Claim to be contributed to the Company has been established according to calculations based on generally accepted financial evaluation and accounting principles. Following these calculations, the Company confirms that the Claim to be contributed is worth at least EUR 6,500,000 and corresponds to the value of one new share to be issued by the Company, having a par value of EUR 100 together with an issue premium in the aggregate amount of EUR 6,499,900.»

It results likewise from another certificate issued on 29 December by the Sole Shareholder that:

«The undersigned, INSIGHT EUROPEAN REAL ESTATE HOLDINGS LUXEMBOURG, S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 108.463 (the Company), does hereby confirm that:

1. The Company has concluded a loan agreement with INSIGHT EUROPEAN RE SOLINGEN PropCo, a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number R.C. B 112.741 (PropCo), on 7 December 2005 (the Loan Agreement) pursuant to which the Company granted a non interest bearing loan in the principal amount of EUR 6,500,000 to the Company;

2. The claim held by the Company under the Loan Agreement (the Claim) is not encumbered with any pledge or charge;

3. There are no rights presently in force entitling any person to request and/or obtain a pledge or charge on the Claim;

4. The Claim has not been seized;

5. The Claim is freely transferable in favour of PropCo, the share capital of which will be increased by way of a contribution in kind of the Claim.»

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the increase and subscription of the share capital and grants power and authority to any manager of the Company, with power of substitution, to proceed to the registration of the newly issued share and the holder in the share register of the Company.

Fourth resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the Articles of Association of the Company in order to adjust the amount of the share capital so that it shall henceforth read, in its English version, as follows:

«**Art. 5.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 12,600 represented by 126 shares having a nominal value of EUR 100 per share each.»

Fifth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the financial year of the Company which will start on 1 January and end on 31 December of each year, instead of starting on 1 October and ending on 30 September. Hence, the first financial year of the Company, which started on the day of the Company's incorporation on 5 December 2005, shall end on 31 December 2005.

Sixth resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Sole Shareholder resolves to amend article 14 of the Articles of Association of the Company in order to adjust the financial year so that it shall read, in its English version, as follows:

«**Art. 14.** The Company's year starts on the 1 January and ends on 31 December of each year.»

Whereof the present notarial deed is drawn in Luxembourg, on the years and day first above written.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version, at the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with Us, the notary, the present deed.

Folgt die deutsche Fassung des vorherigen Textes:

Im Jahre zweitausendundfünf, den dreissigsten Dezember.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

INSIGHT EUROPEAN REAL ESTATE HOLDINGS, S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, eingetragen im luxemburgischen Handelsregister unter der Nummer B 108.463, (die Alleinige Gesellschafterin),

hier vertreten durch Fräulein Francine Ewers, Rechtsanwältin, wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift ausgestellt in Luxemburg, am 29. Dezember 2005.

Welche Vollmacht, nach ne varietur Unterzeichnung durch die Bevollmächtigte der Komparentin und dem amtierenden Notar, der vorliegenden Urkunde zwecks Einregistrierung beigelegt bleiben wird.

Welche Komparentin, vertreten wie vorerwähnt, den unterzeichneten Notar gebeten hat zu beurkunden, dass sie 125 Anteile mit einem Nennwert von je EUR 100 von INSIGHT EUROPEAN RE PropCo, S.à r.l., hält, eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, vom 5. Dezember 2005, welche noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht wurde, und dass sie die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft ist.

Alsdann hat die Alleinige Gesellschafterin vertreten, wie oben erwähnt, folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt die Erhöhung des Grundkapitals um EUR 100 von bisher EUR 12.500 auf EUR 12.600 durch die Ausgabe von eines neuenn Anteils mit einem Nennwert von EUR 100.

Zweiter Beschluss

Die Alleinige Gesellschafterin erklärt dass sie die oben beschlossene Kapitalerhöhung zu zeichnen wünscht, d.h. 1 Anteil mit einem Nennwert von EUR 100, dass sie diesen Anteil voll einzahlt zusammen mit einem Emissionsaufgeld von EUR 6.499.900 welches der Prämienreserve Gesellschaft zugewiesen wird, und durch eine Sacheinlage bestehend aus einer Forderung, welche die Alleinige Gesellschafterin gegenüber der Gesellschaft gemäß eines Darlehensvertrags vom 7. Dezember 2005 von EUR 6.500.000 hat (die Forderung).

Der Wert der Sacheinlage wird dem amtierenden Notar wie folgt bestätigt:

Es erhellt aus einem Wertberechnungsbericht, welcher am 29. Dezember 2005 durch die Gesellschaft erstellt wurde, dass:

«The value of the Claim to be contributed to the Company has been established according to calculations based on generally accepted financial evaluation and accounting principles. Following these calculations, the Company confirms that the Claim to be contributed is worth at least EUR 6,500,000 and corresponds to the value of one new share to be issued by the Company, having a par value of EUR 100, together with an issue premium in the aggregate amount of EUR 6,499,900.»

Es erhellt aus einer anderen Bescheinigung, welche am 29. Dezember 2005 von der Alleinigen Gesellschafterin erstellt wurde, dass:

«The undersigned, INSIGHT EUROPEAN REAL ESTATE HOLDINGS LUXEMBOURG, S.à r.l., a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 108.463 (the Company), does hereby confirm that:

1. The Company has concluded a loan agreement with INSIGHT EUROPEAN RE SOLINGEN PropCo, a company incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number R.C. B 112.741 (PropCo), on 7 December 2005 (the Loan Agreement) pursuant to which the Company granted a non interest bearing loan in the principal amount of EUR 6,500,000 to the Company;

2. The claim held by the Company under the Loan Agreement (the Claim) is not encumbered with any pledge or charge;

3. There are no rights presently in force entitling any person to request and/or obtain a pledge or charge on the Claim;

4. The Claim has not been seized;

5. The Claim is freely transferable in favour of PropCo, the share capital of which will be increased by way of a contribution in kind of the Claim.»

Dieser Wertberechnungsbericht und diese Bescheinigung bleiben nach Unterzeichnung ne varietur durch die Bevollmächtigte und den amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Dritter Beschluss

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt das Aktienregister abzuändern um die Erhöhung des Grundkapitals darzustellen und bestellt hiermit zu seinem Spezialbevollmächtigten jeweils einzeln, mit Substitutionsbefugnis jeden Geschäftsführer der Gesellschaft, die Eintragung des neu ausgegebenen Anteils und dessen Halter in das Aktienregister einzutragen.

Vierter Beschluss

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt aufgrund der vorherigen Beschlüsse Artikel 5 der Satzung abzuändern, welcher nunmehr, in seiner deutschen Fassung, folgenden Wortlauf haben wird:

«**Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 12.600, eingeteilt in 126 Anteile mit einem Nennwert von je EUR 100.»

Fünfter Beschluss

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt das Geschäftsjahr zu ändern welches nunmehr am 1. Januar anfangen und am 31. Dezember enden wird anstelle vom 1. Oktober bis zum 30. September. Demnach, wird das erste Geschäftsjahr, das am Tag der Gesellschaftsgründung am 5. Dezember 2005 begonnen hat, am 31. Dezember 2005 enden.

Sechster Beschluss

Aufgrund des vorherigen Beschlusses, beschließt die Alleinige Gesellschafterin Artikel 14 der Satzung abzuändern, welcher nunmehr, in seiner deutschen Fassung, folgenden Wortlaut haben wird:

«**Art. 14.** Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember jeden Jahres.»

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der amtierende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Wunsch der Komparentin, die vorliegende Urkunde in englisch verfasst ist, gefolgt durch eine deutsche Fassung, und dass im Falle von Unterschieden zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die deutsche Fassung vorrangig ist.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Bevollmächtigte der Komparentin, hat dieselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: F. Ewers, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 4 janvier 2006, vol. 151S, fol. 82, case 3. – Reçu 65.000 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2006.

A. Schwachtgen.

(007080.3/230/162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2006.

INSIGHT EUROPEAN RE SOLINGEN PropCo, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 112.741.

Statuts coordonnés suivant l'acte n° 2365 du 30 décembre 2005, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A. Schwachtgen.

(007081.3/230/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2006.

34824

GATINVEST HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 85.209.

Le bilan au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2006, réf. LSO-BM02594, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2006.

Pour GATINVEST HOLDING S.A., Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia-Hengel / S. Wallers

(005329.3/1017/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

PLANK HOLDINGS S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 25.605.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2006, réf. LSO-BM02591, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 janvier 2006.

Pour PLANK HOLDINGS S.A., Société Anonyme Holding

EXPERTA LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Garcia-Hengel / S. Wallers

(005332.3/1017/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

VICKY INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R. C. Luxembourg B 113.403.

STATUTS

L'an deux mille cinq, le treize décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1.- La société de droit des Iles Vierges Britanniques BRIGHT GLOBAL S.A., ayant son siège social à Tortola, Akara Building, 24 De Castro Street, Wickhams Cay I (Iles Vierges Britanniques);

2.- La société de droit panaméen DAEDALUS OVERSEAS INC., ayant son siège social à Panama-City, Arango-Orillac Building, 2nd Floor, East 54th Street (Panama).

Les deux comparantes sont ici représentées par Monsieur Alain Thill, employé privé, demeurant à L-6410 Echternach, 11, Impasse Alferweiher, en vertu de deux procurations sous seing privé lui délivrées.

Lesquelles procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées.

Lesquelles comparantes ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elles vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de VICKY INVEST S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires, d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est fixée pour une durée illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que l'acquisition par achat ou de toute autre manière, aussi bien que le transfert par vente, échange ou autrement de titres de toutes sortes, l'emprunt, l'avance de fonds sur prêts ainsi que la gestion et le développement de ses participations.

La société pourra participer à la création et au développement de toute société ou entreprise et pourra leur accorder toute assistance. D'une manière générale, elle pourra prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et exécuter toutes opérations qu'elle jugera utiles pour l'accomplissement et le développement de son objet, sans vouloir bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding.

La société est autorisée à ouvrir des filiales ou succursales tant au Grand-Duché qu'à l'étranger.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), divisé en trois cent dix (310) actions de cent euros (100,- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, aux choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation du capital social, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale. Dans ce cadre, le Conseil d'Administration n'est pas autorisé à disposer et/ou à affecter en garantie sous quelque forme que ce soit les immeubles et les participations détenus par la société, en tout ou partie. En conséquence de quoi, la disposition et l'affectation en garantie de tout ou partie des immeubles et participations de la société seront de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale statuant suivant les modalités prévues pour les modifications de statuts.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, la mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télex ou télécopie, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil, d'administration. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière, ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants, ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le premier jeudi du mois de juin à 16.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 11. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1.- Le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le 31 décembre 2006.

2.- La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2007.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparantes préqualifiées déclarent souscrire les actions comme suit:

1.- La société de droit des Iles Vierges Britanniques BRIGHT GLOBAL S.A., prédésignée, cent cinquante-cinq actions.	155
2.- La société de droit panaméen DAEDALUS OVERSEAS INC., prédésignée, cent cinquante-cinq actions . . .	155
Total: trois cent dix actions.	310

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élève approximativement à la somme de mille cinq cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparantes préqualifiées, représentant l'intégralité du capital social, se sont constituées en assemblée générale extraordinaire à laquelle elles se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, elles ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - Monsieur Bruno Beernaerts, licencié en droit (UCL), né à Ixelles (Belgique), le 4 novembre 1963, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf;
 - Monsieur David De Marco, directeur, né à Curepipe (Ile Maurice), le 15 mars 1965, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf;
 - Monsieur Gianluca Ninno, fiscaliste, né à Policoro (Italie), le 7 avril 1975, demeurant professionnellement à L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.
- 3.- Est appelé aux fonctions de commissaire:
 - Monsieur Olivier Dorier, employé privé, né à Saint-Remy/Saône et Loire (France), le 25 septembre 1968, demeurant professionnellement à L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.
- 4.- Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2010.
- 5.- Le siège social est fixé à L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. Thill, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 22 décembre 2005, vol. 535, fol. 6, case 4. – Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 13 janvier 2006.

J. Seckler.

(007177.3/231/129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2006.

FRAZIL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 34.908.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 12 décembre 2005

- Mademoiselle Corinne Bitterlich et Madame Laurence Mostade ne se représentent pas aux suffrages.
- Les sociétés MADAS, S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg, et FINDI, S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg sont nommées nouveaux Administrateurs pour une période statutaire de cinq ans. Leurs mandats viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2010.
- Le mandat d'Administrateur de la société LOUV, S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois avec siège social au 23, avenue Monterey, L-2086 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de cinq ans. Le mandat de la société LOUV, S.à r.l. viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2010.
- Le mandat de Commissaire aux Comptes de la société FIN-CONTROLE S.A., Société Anonyme avec siège social au 26, rue Louvigny, L-1946 Luxembourg est reconduit pour une nouvelle période statutaire de cinq ans, jusqu'à l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2010.

Luxembourg, le 12 décembre 2005.

Certifié sincère et conforme

FRAZIL S.A.

MADAS, S.à r.l. / LOUV, S.à r.l.

Administrateur / Administrateur

Signature / Signature

Enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2006, réf. LSO-BM03047. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(005570.3/795/26) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

DEUTSCHE KRANKENVERSICHERUNG LUXEMBOURG S.A., Aktiengesellschaft.

H. R. Luxemburg B 45.762.

—
Auszug aus dem Protokoll über die außerordentliche Hauptversammlung am 21. November 2005

Zu Top 1.

Hr. Thorøe scheidet zum 31. Dezember 2005 aus seinem Amt als Administrateur Délégué sowie als Mitglied des Verwaltungsrates aus.

Als Nachfolger für Herrn Thorøe wird mit Wirkung zum 1. Januar 2006, gemäss Vorschlag des Verwaltungsrates Herr Georg Niederehe zum Administrateur Délégué gewählt. Ihm wird das Mandat als Mitglied des Verwaltungsrates für 5 Jahre erteilt.

Luxemburg, den 21. November 2005.

Unterschrift.

Enregistré à Luxembourg, le 10 janvier 2006, réf. LSO-BM02557. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(005574.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

TECHEM CALORLUX, S.à r.l.,**Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7241 Bereldange, 109, route de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 17.460.

—
Le bilan au 30 septembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2006, réf. LSO-BM05062, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 20 janvier 2006.

Signature.

(007632.3/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

TECHEM CALORLUX, S.à r.l.,**Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7241 Bereldange, 109, route de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 17.460.

—
Le bilan au 30 septembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2006, réf. LSO-BM05061, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 20 janvier 2006.

Signature.

(007630.3/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

TECHEM CALORLUX, S.à r.l.,**Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7241 Bereldange, 109, route de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 17.460.

—
Le bilan au 30 septembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2006, réf. LSO-BM05058, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 20 janvier 2006.

Signature.

(007628.3/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

TECHEM CALORLUX, S.à r.l.,**Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7241 Bereldange, 109, route de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 17.460.

—
Le bilan au 30 septembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 19 janvier 2006, réf. LSO-BM05056, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, le 20 janvier 2006.

Signature.

(007627.3/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

IPEF III HOLDINGS N° 16 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 86.016.

Les comptes annuels modifiés au 31 décembre 2003 (version abrégée), enregistrés à Luxembourg, le 5 janvier 2006, réf. LSO-BM01835, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(005351.3/693/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

IPEF III HOLDINGS N° 16 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R. C. Luxembourg B 86.016.

Les comptes annuels modifiés au 31 décembre 2004 (version abrégée), enregistrés à Luxembourg, le 5 janvier 2006, réf. LSO-BM01836, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(005349.3/693/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

APW-VERWALTUNGS GmbH, Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-6688 Mertert, Port de Mertert.
H. R. Luxemburg B 113.274.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundfünf, am einundzwanzigsten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Mersch (Luxemburg).

Ist erschienen:

LUX-TRANSPORT, S.à r.l., mit Sitz in L-6688 Mertert, Port de Mertert, hier vertreten durch ihren Geschäftsführer Herr Gerd Weinreuter, wohnhaft in 40, Eichendorfstraße D-74211 Lein-garten.

Vorbenannte Person, handelnd in der vorbenannten Eigenschaft, hat die Satzung einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt festgelegt.

Art. 1. Der Unterzeichnete gründet hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, der er die nachstehende Satzung, sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde legt.

Art. 2. Gegenstand der Gesellschaft sind alle Operationen, welche direkt oder indirekt zum Erwerb führen von Beteiligungen unter irgendwelcher Form an irgendwelchen Unternehmen, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen, sowie die Übernahme von Dienstleistungen wie Buchhaltung und Abrechnungen für andere Gesellschaften.

Sie kann ihre Aktiva verwenden für die Schaffung, Verwaltung, Entwicklung, Verwertung und Liquidation eines Portfolios, das sich aus allen Arten von Wertpapieren und Patenten zusammensetzt, sowie zum Erwerb von Wertpapieren und Patenten durch Einlagen, Zeichnung, Festübernahme, Kaufoption oder auf jede andere Art und Weise. Die Gesellschaft kann diese Wertpapiere durch Verkauf, Übertragung, Austausch oder sonstwie realisieren, diese Wertpapiere und Patente auswerten, den Unternehmen, an denen sie beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschüssen oder Garantien gewähren.

Innerhalb dieses Aufgabenkreises ist die Gesellschaft zu allen Geschäften und Maßnahmen berechtigt, die zur Erreichung dieses Zweckes notwendig und nützlich erscheinen.

Art. 3. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer errichtet.

Art. 4. Die Gesellschaft führt die Bezeichnung APW-VERWALTUNGS, GmbH.

Art. 5. Der Sitz der Gesellschaft ist Mertert. Der Firmensitz kann durch Beschluss der Gesellschaft an jeden anderen Ort des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Art. 6. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt achtzigtausend Euro (EUR 80.000,-) eingeteilt in achthundert (800) Anteile zu je einhundert Euro (EUR 100,-), welche Anteile durch den alleinigen Gesellschafter, die LUX-TRANSPORT, S.à r.l., mit Sitz in L-6688 Mertert, Port de Mertert, gezeichnet wurden.

Art. 7. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit erhöht oder herabgesetzt werden, unter den in Artikel 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften festgesetzten Bedingungen.

Art. 8. Jeder Anteil ist proportional an den Aktiva und am Gewinn beteiligt.

Art. 9. Wenn es mehrere Gesellschafter gibt, sind die Anteile frei übertragbar. Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf entweder eines Mehrheitsbeschlusses von fünfundsiebzig Prozent der Gesellschafterversammlung oder der Zustimmung von fünfundsiebzig Prozent des Gesellschaftskapitals. Im Todesfall

kann eine Übertragung an Nichtgesellschafter nur mit einer Stimmenmehrheit von fünfundsiebzig Prozent der überlebenden Gesellschafter erfolgen. In jedem Fall steht den übrigen Gesellschaftern ein Vorkaufsrecht zu, das innerhalb von dreißig Tagen nach Verweigerung der Übertragung an Nichtgesellschafter ausgeübt werden muss.

Art. 10. Tod, Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters lösen die Gesellschaft nicht auf.

Art. 11. Erben, Gläubiger oder andere Berechtigte können in keinem Fall einen Antrag auf Pfändung des Firmeneigentums oder von Firmenschriftstücken stellen.

Art. 12. Die Gesellschaft wird durch zwei oder mehrere Geschäftsführer, Gesellschafter oder nicht, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, verwaltet.

Die Geschäftsführer haben die weitestgehenden Befugnisse um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Die Gesellschaft wird nach außen verpflichtet durch die Einzelunterschrift eines jeden Geschäftsführers rechtsgültig vertreten.

Im Falle der vorübergehenden Verhinderung der Geschäftsführer, können die Geschäfte durch zwei Gesellschafter gemeinsam geführt werden.

Art. 13. Bei der Ausübung ihres Amtes gehen der oder die Geschäftsführer keinerlei persönliche Verpflichtungen ein. Als Beauftragte sind sie lediglich für die ordnungsgemäße Durchführung ihres Amtes verantwortlich.

Art. 14. Jeder Gesellschafter ist in der Generalversammlung stimmberechtigt. Er hat soviel Stimmen wie er Anteile besitzt und kann sich aufgrund einer Vollmacht an den Versammlungen rechtsgültig vertreten lassen.

Art. 15. Die Generalversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Beschlüsse über Satzungsänderungen kommen nur zustande, soweit sie von der Mehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Kapitals vertreten, gefasst werden.

Art. 16. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Am 31. Dezember eines jeden Jahres erstellt die Geschäftsführung den Jahresabschluss.

Art. 18. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in den Jahresabschluss nehmen.

Art. 19. Fünf Prozent des Reingewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt bis diese zehn Prozent des Stammkapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur Verfügung der Gesellschafter.

Art. 20. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 21. Wenn, und so lang ein Gesellschafter alle Anteile besitzt, ist die Gesellschaft eine Einmanngesellschaft im Sinn von Artikel 179(2) des Gesetzes über die kommerziellen Gesellschaften; in diesem Fall finden unter anderem die Artikel 200-1 und 200-2 desselben Gesetzes Anwendung.

Art. 22. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tag und endet am 31. Dezember 2005.

Einzahlung

Die LUX-TRANSPORT, S.à r.l., vertreten wie vorerwähnt, erklärt die Anteile völlig einzuzahlen zusammen mit einem Emissionsaufgeld in Höhe von vierhundertachtundvierzigtausendneunhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 448.925,-), durch die Sacheinlage bestehend aus vierhundertachtundachtzig (488) Anteile der Gesellschaft IMMO-LUX TRANSPORT, mit Sitz in L-6688 Mertert, Port de Mertert.

Aus einer Bescheinigung ausgestellt durch den Geschäftsführer der IMMO-LUX TRANSPORT, vorbenannt am 21. November 2005 geht hervor dass:

die LUX-TRANSPORT, S.à r.l., alleinige Besitzerin dieser Anteile ist,

die Anteile vollständig eingezahlt sind und mindestens 65% des Gesellschaftskapitals der IMMO-LUX TRANSPORT darstellen,

die LUX TRANSPORT S.à r.l. die einzige Berechtigte der Anteile ist und frei über diese verfügen kann,

die Anteile nicht verpfändet und frei von Nutznießung sind und dass kein solches Versprechen vorliegt,

keine Vorkaufsrechte bestehen,

gemäß des luxemburger Rechts und der Satzung der IMMO-LUX TRANSPORT die Anteile frei übertragbar sind.

Der Wert dieser Anteile am heutigen Tage mindestens fünfhundertachtundzwanzigtausendneunhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 528.925,-) beträgt.

Diese Bescheinigung sowie die Bilanz der IMMO-LUX TRANSPORT nachdem sie ne varietur von allen Komparenten und dem amtierenden Notar unterzeichnet wurde, bleiben gegenwärtiger Urkunde beigebogen um mit derselben formalisiert zu werden.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 18 September 1933 erfüllt sind.

34830

Schätzung

Da die Gesellschaft welche das Einbringen von 65% der Anteile tätigt, eine Gesellschaft mit Sitz in einem Mitgliedsstaat der Europäischen Gemeinschaft ist, wird die Steuerbefreiung welche in Artikel 4-2 des Gesetzes vom 29. Dezember 1971 vorgesehen ist hiermit beantragt.

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen betragen schätzungsweise viertausend Euro.

Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters

Der vorgenannte alleinige Gesellschafter, vertreten wie vorerwähnt, welcher das gesamte gezeichnete Kapital darstellt, hat sofort folgende Beschlüsse gefasst:

Folgende Personen wurden zu Geschäftsführer für eine unbestimmte Dauer ernannt:

a.- Herr Gerd Franz Weinreuter, geboren in Leingarten (Deutschland), am 22. Juli 1950, wohnhaft in D-774211 Leingarten, Eichendorffstraße 40.

b.- Herr Marcel Weinreuter, geboren in Heilbronn-Neckargartach, am 24. Februar 1978, wohnhaft in D-74211 Leingarten, Breitenwasen, 10.

c.- Herr Daniel Weinreuter, geboren in Heilbronn-Neckargartach, am 14. Februar 1981, wohnhaft in D-74211 Leingarten, Eichendorffstraße 40.

2. Die Anschrift der Gesellschaft lautet L-6688 Mertert, Port de Mertert.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat der Komparent mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: G. Weinreuter, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 1^{er} décembre 2005, vol. 434, fol. 20, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, der Gesellschaft auf Begehren im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Mersch, den 9. Januar 2006.

H. Hellinckx.

(005823.3/242/128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 janvier 2006.

CIRCLE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 113.430.

—
STATUTS

L'an deux mille cinq, le vingt décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Ont comparu:

1.- La société anonyme de droit suisse ELDAMCO S.A., ayant son siège social à CH-6873 Corteglia, Castel San Pietro (Suisse), inscrite au Registre de Commerce sous le numéro CH-524.3-0000.621-4;

2.- La société de droit italien BASICAGENCY di CANINS Pio SNC, ayant son siège social à I-39030 San Cassiano in Badia/BZ, Via Micurà de Rü 48 (Italie), inscrite au Registre de Commerce de Bolzano sous le numéro 15.769;

3.- Monsieur Harald Fritz Neumann, né à Rosenthal (Allemagne), le 4 novembre 1944, demeurant à A-5026 Salzburg, Ernst Grein Strasse 6 (Autriche);

4.- La société anonyme de droit luxembourgeois PEMA S.A., ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, en voie d'inscription au R.C.S. Luxembourg.

Tous les comparants sont ici représentés par Monsieur Jacopo Rossi, employé privé, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont, en vertu de quatre procurations sous seing privé lui délivrées.

Les prédites procurations, signées ne varietur par la mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société de participations financières, sous forme de société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er}.- Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il existe une société de participations financières sous la forme de société à responsabilité limitée et sous la dénomination de CIRCLE, S.à r.l.

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La Société a pour objet toutes prises de participations, directes ou indirectes, et des intérêts sous quelque forme que ce soit dans toutes entreprises ou sociétés commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport et de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de parts sociales et valeurs mobilières de toutes espèces, y compris les obligations et les titres d'emprunt; le contrôle, la propriété, la détention, l'administration, le transfert et la mise en valeur de ces participations et valeurs mobilières; l'octroi à toute société filiale ou filiale apparentée,

ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'octroi aux tiers de toute garantie concernant les engagements de toute société filiale ou filiale apparentée, ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou aux dites filiales ou filiales apparentées dans lesquelles la Société a un intérêt financier direct ou indirect; l'emprunt et la levée des fonds de quelque manière que ce soit et la garantie du remboursement de toute somme empruntée; l'émission d'obligations et de titres d'emprunt conformément aux lois et règlements applicables; l'emploi de ses fonds à la création, à l'acquisition, à la détention, à la gestion, au transfert, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres, droits, marques, brevets, licences et autres propriétés de toute origine, leur acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière; la réalisation par voie de vente, d'apport, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces titres, droits, marques, brevets, licences et autres propriétés, sans vouloir bénéficier du régime fiscal spécial prévu par la loi 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

La Société pourra effectuer toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites et susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

Il peut être créé, par décision des Gérants, des succursales ou bureaux tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Le siège social pourra être transféré dans la même commune par décision des Gérants.

Si des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se présentent ou paraissent imminents, le siège pourra être transféré provisoirement à l'étranger, par décision des Gérants, jusqu'à la cessation complète des circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire restera une société de droit luxembourgeois.

Titre II.- Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à trois cent soixante mille euros (360.000,- EUR), représenté par trois mille six cents (3.600) parts sociales de cent euros (100,- EUR) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Les parts sociales peuvent être représentées seulement par des certificats de participation à personne déterminée, ceux-ci étant octroyés par la Société exclusivement sur requête de l'associé intéressé, autrement n'étant pas émis.

Au siège social de la société, il sera tenu un registre contenant copies intégrales et conformes:

1. de l'acte constitutif de la société.
2. des actes apportant modifications audit acte.

A la suite de ceux-ci seront relatés les noms, professions et demeures des associés, la mention des cessions de parts sociales et la date de la signification et acceptation.

Tout associé pourra prendre connaissance de ce registre.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des associés statuant comme en matière de modification des statuts.

Les augmentations du capital pourront être réalisées nonobstant l'existence de rompus; les associés ne disposant pas du nombre de droits de souscription ou d'attribution exactement nécessaire pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts sociales nouvelles feront leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession nécessaire de droits.

La Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales sous les conditions prévues par la loi.

Art. 6. Aucun transfert de parts sociales entre vifs ne peut se réaliser avant le 31 mai 2008. A partir du 1^{er} juin 2008, le transfert de parts sociales entre vifs peut se réaliser aux conditions suivantes.

En cas de transfert des parts sociales entre vifs non conforme aux conditions prévues par les dispositions du présent article, le transfert n'aura aucune validité vis à vis de la Société; de ce fait l'acquéreur des parts sociales ne pourra pas participer aux assemblées des associés, ni y voter, ni exercer les droits octroyés à l'associé tel que prévu par les statuts ou par la loi, le transfert des parts sociales de la part de cet associé n'ayant aucun effet vis à vis de la Société.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Dans le cas de transfert de parts sociales entre vifs, les associés ont un droit de préemption pour l'achat desdites parts sociales.

L'associé qui veut céder ou transférer toutes ou quelques-unes de ses parts sociales doit communiquer cette intention à tous les associés, moyennant une lettre recommandée avec avis de réception adressée au domicile élu par les associés, en y indiquant:

- le prix demandé par l'associé cédant et offert par l'acquéreur;
- les conditions, les termes et les modalités de paiement aussi bien que les autres conditions négociées.

Les associés pourront exercer leur droit de préemption en communiquant leur décision à l'associé cédant moyennant une lettre recommandée avec avis de réception envoyée dans les 30 jours suivants la date d'envoi de la communication de l'associé cédant concernant son intention de céder ses parts sociales, cette date étant attestée par le cachet de la poste.

Au cas où plusieurs associés ont exercé leur droit de préemption, les parts sociales en vente reviendront à chacun d'entre eux par rapport à leur participation dans le capital social de la Société.

Au cas où quelqu'un parmi les associés n'ait pas exercé son droit de préemption, les parts sociales en vente lui revenantes seront accrues d'une façon automatique et proportionnelle aux autres associés qui auront exercé, dans le délai prévu, leur droit de préemption.

Le droit de préemption devra être exercé pour la totalité des parts sociales en vente.

Lorsque dans le délai prescrit, l'associé offrant n'a pas reçu de la part d'aucun associé une manifestation de volonté d'acheter les parts sociales en vente, l'associé offrant pourra les céder librement à l'acquéreur indiqué dans l'intention de vente dans les 30 jours suivant l'échéance du délai, autrement la procédure de préemption devant être renouvelée.

Au sens du présent article,

- le mot «part/s sociale/s» vaut pour «part/s sociale/s et droit/s d'option»;
- l'expression «transfert entre vifs» fait référence à tout genre de transfert tel que, à titre d'exemple et d'une façon non exhaustive, la vente, l'échange, l'apport, l'offre en paiement, le transfert en bloc, tout transfert réalisé dans le cadre d'une cession ou d'un apport d'entreprise, fusion, scission et la donation.

Au cas de la mort d'un associé, les parts sociales de l'associé feu s'accroissent aux associés survivants qui doivent régler avec les héritiers et les bénéficiaires d'institutions testamentaires ou contractuelles, dans les 90 jours suivants la mort de l'associé, la valeur de rachat des parts sociales telle que calculée, conformément aux conditions prévues par la loi, par un expert indépendant chargé par les associés survivants, à leur frais, d'évaluer la valeur des parts sociales en question.

Par dérogation à ce qui précède, les associés survivants pourront décider de continuer le rapport social avec les héritiers de l'associé feu, lesquels lui succéderont dans la propriété des parts sociales. Cette décision des associés survivants devra être adoptée par le biais d'une décision de l'assemblée des associés de la Société adoptée dans les 90 jours suivant la mort de l'associé et avec le vote favorable des associés propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants, les parts sociales de l'associé feu n'étant pas considérées lors de la vérification de ladite majorité.

Les accomplissements prévus par le présent article en matière de transfert peuvent ne pas être observés lorsque tous les associés expriment par écrit leur consentement au transfert des parts sociales préalablement ou en même temps de sa réalisation.

Tout transfert des parts sociales sera opposable à la Société et aux tiers qu'à condition qu'il ait été notifié à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de la loi, que le document de transfert remplisse les conditions requises par la loi applicable et que ce transfert ait été accompli selon les conditions et termes prévus par les statuts de la Société et, en défaut, par la loi applicable.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

Titre III.- Administration et gérance

Art. 8. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Le/s Gérant/s sera/ont nommé/s par l'assemblée générale, pour une période se terminant lors de l'assemblée annuelle pour un maximum de six ans renouvelable et seront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été nommés. Tout Gérant peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'assemblée. Au cas où le poste d'un Gérant devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, les Gérants restants, si existants, devront convoquer toute de suite l'assemblée des associés afin qu'un nouveau Gérant soit le cas échéant nommé.

Le/s Gérant/s peut/peuvent déléguer tout ou partie de la gestion journalière des affaires de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs directeurs, employés et/ou agents de la Société. La Société se trouve engagée, soit par la signature conjointe de deux Gérants, soit par la signature individuelle des personnes déléguées par les Gérants.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale non légalisée et transmise même par télécopie.

Les assemblées générales seront convoquées par le/s Gérant/s à la suite d'un avis, envoyé par lettre recommandée, énonçant l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu tant de la première que de la deuxième convocation de l'assemblée, le délai minimum entre ces deux convocations ne pouvant être inférieur à 24 heures.

L'avis de convocation doit être envoyé au moins dix jours avant l'assemblée à tout associé, à l'adresse portée pour chacun d'eux au registre.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être valablement tenue sans avis de convocation préalable.

Les résolutions prises aux assemblées générales ordinaires tenues en première convocation ou consultation par écrit, sont valablement prises pour autant que sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les résolutions prises aux assemblées générales ordinaires tenues en deuxième convocation, c'est-à-dire lorsque ledit quorum n'est pas atteint à la première réunion ou consultation par écrit, sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Les résolutions prises aux assemblées générales extraordinaires, c'est-à-dire lorsque de la modification des statuts, tenues tant en première qu'en deuxième convocation sont valablement prises pour autant que sont adoptées à la majorité des associés représentant plus de la moitié du capital social. Les résolutions concernant le changement de la nationalité de la Société sont en tout cas valablement pris pour autant qu'elles sont adoptées à l'unanimité des associés.

Pour autant que le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq, les décisions de l'assemblée peuvent également et valablement être prises par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les réso-

lutions et signée pour approbation par les associés représentant la majorité requise par rapport à l'objet de la décision, à condition que tous les associés aient été dûment informés.

La procédure de délibération par voie circulaire ne peut en tout cas être adoptée par rapport aux décisions concernant le changement des statuts, les décisions qui entraînent une modification substantielle de l'objet social ou des droits des associés, la nomination des liquidateurs.

Egalement la procédure de délibération par voie circulaire ne peut être adoptée si des associés représentants au moins un tiers du capital social requièrent que la/les décision/s des associés soit/soient prise/s lors d'une assemblée.

Art. 10. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 11. Le ou les Gérants en tant que mandataires, ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle envers le tiers relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Les Gérants sont néanmoins responsables envers la Société, conformément au droit commun, de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu et des fautes commises dans leur gestion. Les Gérants sont solidairement responsables, soit envers la Société, soit envers tous tiers, de tous dommages-intérêts résultant d'infractions aux dispositions de la loi ou des statuts et ne seront déchargés de cette responsabilité, quant aux infractions auxquelles ils n'ont pas pris part, que si aucune faute ne leur est imputable et s'ils ont dénoncé ces infractions à l'assemblée générale la plus prochaine après qu'ils en auront eu connaissance.

Art. 12. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les Gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 13. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 14. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux Gérants par décision de l'assemblée des associés.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV.- Dissolution - Liquidation

Art. 16. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V.- Dispositions générales

Art. 17. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2005.

Souscription et libération

Les trois mille six cents (3.600) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1.- La société anonyme de droit suisse ELDAMCO S.A., prédésignée, mille quatre cent quarante parts sociales	1.440
2.- La société de droit italien BASICAGENCY di CANINS Pio SNC., prédésignée, cinq cent quarante parts sociales	540
3.- Monsieur Harald Fritz Neumann, préqualifié, cinq cent quarante parts sociales	540
4.- La société anonyme de droit luxembourgeois PEMA S.A., prédésignée, mille quatre-vingts parts sociales	<u>1.080</u>
Total: trois mille six cents parts sociales.	3.600

Toutes les parts ont été intégralement libérées par apport en numéraire, de sorte que la somme de trois cent soixante mille euros (360.000,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ cinq mille quatre cents euros.

Résolutions prises par les associés

Et aussitôt les associés représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

2.- L'assemblée désigne comme Gérants de la société pour une durée indéterminée:

a) Monsieur Régis Donati, expert-comptable, né à Briey (France), le 19 décembre 1965, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont;

b) Monsieur Marc Heitz, comptable, né à Luxembourg, le 28 septembre 1958, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont;

c) Monsieur Angelo De Bernardi, expert-comptable, né à Esch-sur-Alzette, le 4 mai 1943, demeurant professionnellement à L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

3.- La Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux Gérants.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif le représentant des comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le représentant des comparants.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. Rossi, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 décembre 2005, vol. 535, fol. 17, case 4. – Reçu 3.600 euros.

Le Receveur ff. (signé): C. Bentner.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 19 janvier 2006.

J. Seckler.

(007504.3/231/240) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

TRANSEUROPE EXPRESS & RECYCLING, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3616 Kayl, 14, rue du Commerce.

R. C. Luxembourg B 113.412.

STATUTS

L'an deux mille six, le dix janvier.

Par-devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg-Eich.

Ont comparu:

1.- Madame Manuela Berchem, gérante de société, demeurant à L-9687 Surre, 21, Montée St. Hubert,

2.- Monsieur Albert Heitz, agent commercial, demeurant à F-57970 Illange, 25, rue de la Moselle.

Lesquels comparants ont requis le notaire de dresser acte d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer pour leur compte et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite et dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de TRANSEUROPE EXPRESS & RECYCLING, agissant sous les enseignes commerciales TRANSEUROPE EXPRESS et TRANSEUROPE RECYCLING.

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Kayl.

Il pourra être transféré en tout autre endroit de la commune, par simple décision du ou des associés.

Art. 3. La société a pour objets tant au Luxembourg qu'à l'étranger:

- le transport national et international de marchandises par route;

- le recyclage de déchets de tous genres à l'exception de déchets toxiques; et

- la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

La société pourra agir en tant que représentante de toute société luxembourgeoise ou étrangère dont l'objet social sera identique ou similaire au sien.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, réparties comme suit:

1.- Madame Manuela Berchem, cinquante-deux parts 52

2.- Monsieur Albert Heitz, quarante-huit parts 48

Total des parts: cent parts sociales 100

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces par les associés de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le confirme.

Art. 6. Les parts sont insaisissables, elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non-associé que de l'accord du ou des associés représentant l'intégralité des parts sociales.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts en cession. Les valeurs de l'actif net du bilan dernier bilan approuvé serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants à nommer par l'associé unique ou les associés réunis en assemblée générale, qui désignent leurs pouvoirs. Le gérant peut sous sa responsabilité déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs fondés de pouvoir.

Art. 8. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 9. Chaque année au 31 décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5% (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve légale, dans la mesure des dispositions légales.
- le solde restant à la libre disposition des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 10. Le décès ou l'incapacité d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la société.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés.

Art. 11. Pour tous les points non expressément prévus aux présentes les parties se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Mesure transitoire

La première année sociale commence le jour de la constitution et finira le 31 décembre 2006.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élève à approximativement 900,- EUR.

Assemblée générale

Et ensuite les associés représentant l'intégralité du capital social ont pris les résolutions suivantes:

- Est nommée gérante technique pour une durée indéterminée:
- Madame Manuela Berchem, préqualifiée;
- Est nommé gérant administratif pour une durée indéterminée:
- Monsieur Albert Heitz, préqualifié;

Vis-à-vis de tiers la société sera valablement engagée par la signature conjointe de la gérante technique et gérant administratif.

- Le siège social est établi à L-3616 Kayl, 14, rue du Commerce.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg-Eich, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: M. Berchem, A. Heitz, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 12 janvier 2006, vol. 151S, fol. 96, case 3. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg-Eich, le 18 janvier 2006.

P. Decker.

(007287.3/206/85) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2006.

INDUSTRIELLE BETEILIGUNG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 43.599.

Statuts coordonnés suite à une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 juin 2005, actée sous le n° 322 par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Delvaux
Notaire

(005091.3/208/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

LOV, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 10, rue Jean Engling.
R. C. Luxembourg B 78.833.

Le bilan au 31 décembre 2004, enregistré à Luxembourg, le 11 janvier 2006, réf. LSO-BM03031, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 janvier 2006.

Pour FIDCOSERV, S.à r.l.

Signature

(005389.3/728/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 janvier 2006.

DB SILVER II, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R. C. Luxembourg B 113.435.

STATUTES

In the year two thousand and six, on the tenth day of the month of January.

Before Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

DB FINANCE INTERNATIONAL, GmbH, a company governed by the laws of Germany, having its registered office at Mergenthalerallee 77, D-65760 Eschborn, Germany, registered with the register of commerce and companies of Frankfurt am Main under number HRB 48541,

represented by M^e Anne Singer, lawyer residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Eschborn (Germany), on 5 January 2006.

The above mentioned proxy, signed by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, acting in the above stated capacities, has drawn up the following articles of incorporation of a company:

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is established by the single shareholder a société à responsabilité limitée (the «Company») governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, by article 1832 of the Civil Code and by the present articles of incorporation (the «Articles of Incorporation»).

The Company is initially composed of one single shareholder, owner of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

The Company will exist under the name of DB SILVER II, S.à r.l.

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the Board of Managers.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Managers.

In the event that in the view of the Board of Managers extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Object. The corporate object of the Company is:

- the investment in credit and FX-linked deposits with DEUTSCHE BANK AG;
- the acquisition and holding of interests in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

The company may carry out any transactions, whether commercial or financial which are directly or indirectly connected with its corporate object at the exclusion of any banking activity.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of the above purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved by decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting voting with the quorum and majority rules provided by law.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Capital. The subscribed capital of the Company is set at twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.-) divided into thousand (1,000) shares, with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each, all of which are fully paid up.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

The authorised capital is fixed at one million Euro (EUR 1,000,000.-) to be divided into forty thousand (40,000) shares with a par value of twenty-five Euro (EUR 25.-) per share.

The Board of Managers is authorized and empowered during a period ending five years after the publication date of the articles of association in the Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Mémorial C, to realise any increase of the capital within the limits of the authorised capital in one or several times.

The new issued shares further to the increase of the capital within the limits of the above authorised capital can only be subscribed by existing shareholders at the time of the increase of the capital.

Such increased amount of capital may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the Board of Managers may determine, more specifically in respect to the subscription and payment of the authorised shares to be subscribed and issued, such as to determine the time and the amount of the authorised shares to be subscribed and issued, to determine if the authorised shares are to be subscribed with or without an issue premium, to determine to what an extent the payment of the newly subscribed shares is acceptable either on cash or assets other than cash.

The Board of Managers may delegate to any duly authorised Manager or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

Following each increase of the capital realized and duly stated in the form provided for by law, the first paragraph of this article will be modified so as to reflect the actual increase; such modification will be recorded in authentic form by the Board of Managers or by any person duly authorized and empowered by it for this purpose.

Art. 6. Shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation of the Company and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The single shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a single shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the law.

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The subscribed capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the law for any amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 8. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Chapter III. Board of managers, Statutory auditors

Art. 9. Board of Managers. The Company will be managed and administered by a board of managers (the «Board of Managers») composed of at least three members who need not be shareholders (the «Managers»).

The Managers will be elected by the single shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. They are eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders' meeting.

Art. 10. Meetings of the Board of Managers. The Board of Managers will appoint from among its members a chairman (the «Chairman»). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholders.

The Board of Managers will meet at least quarterly in Luxembourg upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two Directors so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers and of the shareholders (if any), except that in his absence the Board of Managers may appoint another Manager and the general meeting of shareholders may appoint any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four hours' written notice of board meetings shall be given in writing, by fax, by telegram or by electronic mail. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, by fax or by telegram of each Manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every Board meeting shall be held in Luxembourg.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, by fax or by telegram another Manager as his proxy.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting. For the avoidance of doubt, in case such means are used, such participating Managers must be present on the Luxembourg territory at the time of the meeting.

In case of urgency, a written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 11. Minutes of Meetings of the Board of Managers. The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the secretary (if any) or by any two members of the Board of Managers.

Art. 12. Powers of the Board of Managers. The Board of Managers is vested with the broadest powers (except for those powers which are expressly reserved by law to the general meeting of shareholders) to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or by the Articles of Incorporation to the single shareholder or the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Managers.

Art. 13. Delegation of Powers. The Board of Managers may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Art. 14. Liability of the Managers. No Manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitment taken on behalf of the Company. It is only liable for the performance of its duties.

Art. 15. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Manager or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the Board of Managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Manager's interest therein shall be reported to the single shareholder or to the next general meeting of shareholders.

Art. 16. Representation of the Company. The Company will be bound towards third parties by the joint signature of any two Managers or by the sole signature of the person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or sole signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board of Managers, but only within the limits of such power.

Art. 17. Statutory Auditors. The supervision of the operations of the Company may be, and shall be in the cases provided by law, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors, if any, will be elected by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine the number of such auditors, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re election, but they may be removed at any time, with or without cause, by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be.

Chapter IV. Meeting of shareholders

Art. 18. General Meeting of Shareholders. If the Company is composed of one single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of 10 August 1915, are not applicable to that situation.

If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Board of Managers to the shareholders by fax. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and fax it to the Company.

Unless there is only one single shareholder, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Luxembourg law by the Board of Managers, subsidiarily, by the auditor or, more subsidiarily, by shareholders representing half the corporate capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or telegram as his proxy another person who need not be a shareholder.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the Board of Managers, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 19. Powers of the Meeting of Shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the Board of Managers by law or the Articles of Incorporation, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 20. Annual General Meeting. The annual general meeting, to be held only in case the Company has more than 25 shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on 15 May of each year.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 21. Procedure, Vote. Any resolution whose purpose is to amend the present Articles of Incorporation or whose adoption is subject by virtue of these Articles of Incorporation or, as the case may be, the law to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters of the capital.

Except as otherwise required by law or by the present Articles of Incorporation, all other resolutions will be taken by shareholders representing at least half of the capital.

One vote is attached to each share.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or by any member of the Board of Managers.

Chapter V. Financial year, Distribution of profits

Art. 22. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December in every year.

Art. 23. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed, the Board of Managers draws up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the law.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than 25 shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 24. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The single shareholder or the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the Board of Managers may pay out an advance payment on dividends. The Board of Managers fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 25. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed equally to the holders of the shares pro rata to the number of the shares held by them.

Chapter VII. Applicable law

Art. 26. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amounts mentioned hereafter:

Shareholder	subscribed capital (EUR)	number of shares	amount paid-in (EUR)
DB FINANCE INTERNATIONAL, GmbH, prenamed.....	25,000.-	1,000	25,000.-
Total	25,000.-	1,000	25,000.-

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The amount of the costs, expenses, fees and charges, of any kind whatsoever, which are due from the Company or charged to it as a result of its incorporation are estimated at approximately thousand seven hundred Euro.

Transitory Provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of 31 December 2006.

Extraordinary general meeting

First resolution

The sole shareholder resolved to set at three (3) the number of Managers and further resolved to appoint the following as Managers for a period ending at the general meeting of shareholders approving the annual accounts for the year ending on 31 December 2006:

- 1) Mr Werner Burg, Banker, with professional residence at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg;
- 2) Mr Rolf Caspers, Banker, with professional residence at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg;
- 3) Mr Tom Verheyden, Banker, with professional residence at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg.

Second resolution

The registered office shall be at 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary, who knows English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing person, who is known by the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, notary, this original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung vorherstehenden textes:

Im Jahre zweitausendundsechs, am zehnten Tag des Monats Januar.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, mit dem Amtssitz zu Sassenheim (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

DB FINANCE INTERNATIONAL, GmbH, eine Gesellschaft deutschen Rechts, mit eingetragenem Sitz in Mergenthaleralle 77, D-65760 Eschborn, Deutschland, eingetragen in dem Handelsregister von Frankfurt am Main unter der Nummer HRB 48541,

hier vertreten durch M^e Anne Singer, Rechtsanwältin wohnhaft in Luxemburg,

auf Grund einer ihr erteilten Vollmacht unter Privatschrift erstellt am 5. Januar 2006 in Eschborn (Deutschland).

Die Vollmacht, von dem Komplementen und dem instrumentierenden Notar unterzeichnet, bleibt gegenwärtiger Urkunde zum Zwecke der Registrierung beigelegt.

Dieser Komplement, handelnd wie erwähnt, hat den nachfolgenden Gesellschaftsvertrag aufgestellt:

Kapitel I. Form, Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Form, Name. Durch den Alleingesellschafter ist hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (die «Gesellschaft»), die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, und hauptsächlich dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, in seiner zuletzt geltenden Fassung, dem Artikel 1832 des Bürgerlichen Gesetzbuchs Luxemburgs und den Bestimmungen der vorliegenden Satzung (die «Satzung») unterliegt.

Die Gesellschaft besteht ursprünglich aus einem Alleingesellschafter, der Eigentümer aller Gesellschaftsanteile ist. Die Gesellschaft kann jedoch zu jeder Zeit insbesondere nach einer Übertragung oder einer Neuausgabe von Gesellschaftsanteilen aus mehreren Gesellschaftern bestehen, deren Zahl vierzig (40) nicht übersteigen darf.

Die Gesellschaft existiert unter dem Namen DB SILVER II, S.à r.l.

Art. 2. Sitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in der Stadt Luxemburg.

Der Gesellschaftssitz kann aufgrund eines Beschlusses des Geschäftsführungsrates an jeden anderen Ort innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden.

Zweigniederlassungen oder andere Büros der Gesellschaft im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland können durch einen Beschluss des Geschäftsführungsrates errichtet werden.

Sollte der Geschäftsführungsrat der Auffassung sein, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, die die normale Geschäftsführung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung mit dem Gesellschaftssitz beziehungsweise zwischen dem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur völligen Beilegung der außergewöhnlichen Ereignisse, ins Ausland verlegt werden. Diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf den Statut der Gesellschaft, welche unbeschadet der provisorischen Verlegung ihres Sitzes weiterhin den luxemburgischen Gesetzen unterliegt. Diese vorübergehenden Maßnahmen sind von einem der Organe oder Personen, die mit der täglichen Geschäftsführung betraut sind, zu beschließen und den hiervon betroffenen Personen mitzuteilen.

Art. 3. Ziel. Der Gegenstand der Gesellschaft umfasst:

- die Investierung in Kredit- und FX-gebundene Depots mit der Deutschen Bank AG;
- die Akquisition und das Halten von Beteiligungen in Luxemburgischen und/oder ausländischen Unternehmen, sowie die Verwaltung, Entwicklung und Betreuung solcher Beteiligungen.

Die Gesellschaft vermag jede Tätigkeit, sei sie kommerzieller oder finanzieller Natur, welche in direktem oder indirektem Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck steht, auszuüben, mit Ausnahme jeglicher Bankentätigkeit.

Generell kann die Gesellschaft jede kommerzielle, industrielle oder finanzielle Tätigkeit durchführen, die ihrem Er messen nach zur Ausführung und Entwicklung oben angeführter Zwecke dienen.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft ist für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Die Gesellschaft kann durch eine Entscheidung des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung, welche unter Einhaltung der gesetzlich vorgesehenen Quorum und Mehrheitsregeln abstimmt, aufgelöst werden.

Kapitel II.- Kapital, Anteile

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das gezeichnete Kapital der Gesellschaft beträgt fünfundzwanzigtausend Euro (EUR 25.000,-), aufgeteilt in tausend (1.000) Anteile, mit einem Nennwert von jeweilig fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-), welches vollständig eingezahlt wurde.

Zusätzlich zu dem Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden, in das sämtliche Emissionsaufgel der, die auf einen Anteil zusätzlich zu seinem Nennwert eingezahlt werden, übertragen werden. Der Betrag dieses Aufgeldkontos kann für die Zahlung von Anteilen, die die Gesellschaft von ihren Gesellschaftern zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, zur Auszahlung an die Gesellschafter oder zur Bereitstellung der gesetzlichen Rückstellung genutzt werden.

Das genehmigte Kapital der Gesellschaft beträgt eine Million Euro (EUR 1.000.000,-), aufgeteilt in vierzigtausend (40.000) Anteile mit einem Nennwert von fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-) pro Anteil.

Der Geschäftsführungsrat ist ermächtigt, binnen fünf Jahren nach dem Datum der Veröffentlichung der Satzung in dem Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Mémorial C, das Kapital einmalig oder mehrfach in den Grenzen des genehmigten Kapitals zu erhöhen.

Die im Rahmen der in den Grenzen des genehmigten Kapitals neu ausgegebenen Anteile können zum Zeitpunkt der Kapitalerhöhung lediglich von den bestehenden Gesellschaftern gezeichnet werden.

Der Geschäftsführungsrat legt die Bedingungen für die Zeichnung und Ausgabe des somit erhöhten Betrages des Kapitals fest, hauptsächlich in Bezug auf die Zeichnung und die Bezahlung der zu zeichnenden und auszugebenden genehmigten Anteile, die Festlegung des Zeitpunkts und des Betrages der zu zeichnenden und auszugebenden genehmigten Anteile, die Entscheidung ob die genehmigten Anteile mit oder ohne Aufgeld gezeichnet werden, die Entscheidung inwiefern die Bezahlung der neu unterzeichneten Anteile durch Barbezahlung oder andere Einlagen als Barzahlung annehmbar ist.

Der Geschäftsführungsrat kann einen Geschäftsführer oder Vertreter der Gesellschaft oder jede andere rechtmässig bevollmächtigte Person damit beauftragen Zeichnungen anzunehmen und Zahlungen für Anteile welche einem Teil oder sämtlichen damit erhöhten Beträge des Kapitals entsprechen entgegenzunehmen.

Nach jeder Kapitalerhöhung, welche gemäß der von dem Gesetz vorgeschriebenen Form durchgeführt und festgehalten worden ist, wird der erste Artikel dieser Satzung gemäß der gegebenen Kapitalerhöhung abgeändert; diese Abänderung wird in authentischer Form von dem Geschäftsführungsrat oder von einer durch den Geschäftsführungsrat zu diesem Zweck bevollmächtigten Person festgehalten.

Art. 6. Anteile. Jeder Anteil gibt im Verhältnis zu der Summe der bestehenden Anteile ein Recht auf einen Bruchteil der Gewinne und des Gesellschaftsvermögens, sowie zur Abgabe einer Stimme bei der Gesellschafterversammlung. Das Eigentum an einem Anteil beinhaltet implizit das Einverständnis zu den Bedingungen der Satzung und den Beschlüssen des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung.

In Bezug auf die Gesellschaft ist jeder Anteil unteilbar.

Steht ein Gesellschaftsanteil mehreren Mitberechtigten gemeinschaftlich zu, so können sie die Rechte aus diesem nur durch einen gemeinsamen Vertreter, welcher nicht unbedingt ein Mitberechtigter sein muß, ausüben.

Der Alleingeschafter kann seine Anteile frei übertragen wenn er der einzige Gesellschafter der Gesellschaft ist. Besteht die Gesellschaft aus mehreren Gesellschaftern sind die Anteile zwischen ihnen frei übertragbar. An Nichtgesellschafter dürfen die Anteile nur mit dem bei einer Gesellschafterversammlung erklärten Einverständnis der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Kapitals darstellen, übertragen werden.

Die Übertragung von Anteilen muss durch eine notarielle Urkunde oder durch einen privatschriftlichen Vertrag belegt werden. Solange eine solche Übertragung der Gesellschaft nicht ordnungsgemäß angezeigt oder von ihr angenommen worden ist, gemäß den in Artikel 1690 des Bürgerlichen Gesetzbuchs festgelegten Regeln, ist jene Übertragung der Gesellschaft und Dritten gegenüber nicht bindend.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Anteile gemäss dem Gesetz zurückkaufen.

Art. 7. Erhöhung oder Herabsetzung des Kapitals. Das ausgegebene Kapital der Gesellschaft kann einmalig oder mehrfach durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung, der in Übereinstimmung mit den, nach dieser Satzung oder den zur Änderung dieser Satzung ergangenen Gesetzen, erforderlichen Quoren und Mehrheiten, angenommen wird, erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 8. Handlungsunfähigkeit oder Insolvenz eines Gesellschafters. Die Handlungsunfähigkeit oder Insolvenz oder ein vergleichbarer, den Alleingeschafter oder einen anderen Gesellschafter betreffender Umstand hat nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Kapitel III.- Geschäftsführer, Revisoren

Art. 9. Verwaltung. Die Gesellschaft wird durch ein Gremium von Geschäftsführern (der «Geschäftsführungsrat») geleitet, das aus nicht weniger als drei Mitgliedern besteht, die nicht Gesellschafter sein müssen (die «Geschäftsführer»).

Die Geschäftsführer werden von dem Alleingeschafter oder von der Gesellschafterversammlung gewählt, die ihre Anzahl und ihre Amtsdauer, welche nicht sechs Jahre überschreiten darf, festlegen. Sie verbleiben bis zur Wahl ihrer Nachfolger im Amt. Sie sind erneut wählbar und können jedoch jederzeit, mit oder ohne Angabe von Gründen, durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

Art. 10. Sitzungen des Geschäftsführungsrats. Der Geschäftsführungsrat ernennt aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden (der «Vorsitzende»). Der Geschäftsführungsrat kann ebenso einen Schriftführer ernennen, der nicht Mitglied des Geschäftsführungsrates sein muss und der für die Protokollführung während der Sitzungen des Geschäftsführungsrates und der Gesellschafterversammlung verantwortlich ist.

Der Geschäftsführungsrat tritt nach Einberufung durch den Vorsitzenden mindestens jedes Quartal zusammen. Eine Sitzung des Geschäftsführungsrats muss ferner auf Wunsch zweier seiner Mitglieder einberufen werden.

Der Vorsitzende steht allen Sitzungen des Geschäftsführungsrats und der Gesellschafterversammlung (falls es eine solche gibt) vor, es sei denn, dass der Geschäftsführungsrat einen anderen Geschäftsführer und die Gesellschafterversammlung eine andere Person wegen der Abwesenheit des Vorsitzenden als Vorsitzenden auf Zeit durch Wahl der anwesenden oder vertretenen Mehrheit in dieser Sitzung ernannt hat.

Außer in Dringlichkeitsfällen oder bei einer vorher erteilten Zustimmung aller Teilnehmberechtigten, werden die Sitzungen des Geschäftsführungsrats mindestens vierundzwanzig Stunden vor ihrem Termin schriftlich durch ein die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmedium einberufen. Jedes dieser Einberufungsschreiben soll Ort und Zeit der Sitzung sowie die Tagesordnung und die Eigenart der zu behandelnden Geschäftstätigkeit angeben. Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrats kann schriftlich durch ein die Schriftlichkeit gewährleistendes Kommunikationsmedium auf die Benachrichtigung verzichten. Für Sitzungen, deren Veranstaltungsort und Zeit in einem zuvor angenommenen Beschluss des Geschäftsführungsrats festgelegt worden sind, ist keine gesonderte Benachrichtigung erforderlich.

Jede Geschäftsführungsratssitzung findet in Luxemburg statt.

Jedes Geschäftsführungsratsmitglied kann sich bei den Geschäftsführungsratssitzungen durch ein anderes Geschäftsführungsratsmitglied vertreten lassen, indem er dieses hierzu schriftlich bevollmächtigt.

Die Beschlussfähigkeit des Geschäftsführungsrats erfordert die Anwesenheit oder die Vertretung einer Mehrheit der Mitglieder. Entschlüsse werden per Mehrheitsentscheid aller bei der Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführungsratsmitglieder gefasst.

Ein oder mehrere Geschäftsführungsratsmitglieder können an einer Sitzung durch eine Telefonkonferenzschaltung, durch eine Videokonferenzschaltung oder durch ähnliche, gleichzeitige und gegenseitige Kommunikation zwischen den Teilnehmern sicherstellende Mittel teilnehmen. Diese Teilnahmeform wird der persönlichen Anwesenheit in einer Sitzung gleichgestellt. Zur Vermeidung eines etwaigen Missverständnisses, sollten solche Mittel eingesetzt werden, so müssen alle teilnehmende Geschäftsführer sich zum Zeitpunkt der Sitzung in Luxemburg befinden.

In Dringlichkeitsfällen steht eine von allen Geschäftsführungsratsmitgliedern unterzeichnete Entscheidung einem Beschluss gleich, der in einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Geschäftsführungsratssitzung gefasst worden wäre. Ein solcher Beschluss kann in einem einzigen Dokument oder in mehreren getrennten Dokumenten desselben Inhalts und jeweils von einem oder mehreren Geschäftsführern unterzeichnet festgehalten sein.

Art. 11. Protokolle der Sitzungen der Geschäftsführung. Die Protokolle der Geschäftsführungsratssitzung werden von dem Vorsitzenden und, soweit vorhanden, dem Schriftführer unterzeichnet. Jede erteilte Vollmacht bleibt dem Protokoll beigefügt.

Kopien oder Auszüge dieser Protokolle, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, unterzeichnen der Vorsitzende und, soweit vorhanden, der Schriftführer oder zwei andere Mitglieder des Geschäftsführungsrates.

Art. 12. Befugnisse des Geschäftsführungsrats. Der Geschäftsführungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse (mit Ausnahme derer die dem Gesetz zufolge ausdrücklich der Gesellschafterversammlung zustehen), um alle zur Erreichung des Gesellschaftszwecks notwendigen oder nützlichen Tätigkeiten vorzunehmen. Sämtliche Befugnisse, die die Satzung oder die Gesetze nicht ausdrücklich dem Alleingeschafter oder der Gesellschafterversammlung übertragen haben, fallen in die Zuständigkeit des Geschäftsführungsrates.

Art. 13. Übertragung von Befugnissen. Der Geschäftsführungsrat kann einer oder mehreren Personen seiner Wahl besondere Befugnisse oder Vollmachten übertragen oder letztere mit dauernden oder zeitweisen Funktionen ausstatten.

Art. 14. Haftung der Geschäftsführer. Ein Mitglied des Geschäftsführungsrates trifft keine persönliche Haftung hinsichtlich der aufgrund seiner Funktion für die Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen. Jedes Mitglied des Geschäftsführungsrates ist nur für die Ausführung seiner Aufgaben verantwortlich.

Art. 15. Interessenkonflikte. Kein Vertrag oder sonstiges Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und irgend-einer anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Gesellschaft persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt ist oder Geschäftsführer, Gesellschafter, Bevollmächtigter oder Angestellter einer solchen Gesellschaft oder Firma ist. Vorbehaltlich nachfolgender gegenteiliger Bestimmungen wird kein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Gesellschaft, der als Geschäftsführer, Gesellschafter, Bevollmächtigter oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, infolge einer solchen Verbindung mit solch einer anderen Gesellschaft oder Firma zwangsläufig daran gehindert, über solche Verträge oder andere Geschäfte betreffende Angelegenheiten zu beraten und diesbezüglich zu entscheiden oder zu handeln.

Nichtsdestotrotz dem Vorangegangenen, falls ein Geschäftsführer oder ein Bevollmächtigter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Rechtsgeschäft der Gesellschaft hat, muss er dieses persönliche Interesse unbeschadet des Vorangehenden dem Geschäftsführungsrat zur Kenntnis bringen und darf nicht an Beratungen bezüglich solcher Rechtsgeschäfte teilnehmen oder darüber abstimmen, und diese Rechtsgeschäfte und Interessen eines Geschäftsführers oder Bevollmächtigten sind dem Alleingesellschafter oder bei der nächsten Gesellschafterversammlung offenzulegen.

Art. 16. Vertretung der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird Dritten gegenüber durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern oder, im Rahmen der täglichen Geschäftsführung, durch die alleinige Unterschrift derjenigen Person welche mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt wurde, oder durch die gemeinsame oder einzelne Unterschrift derjenigen Personen welchen die besondere Zeichnungsbefugnis von dem Geschäftsführungsrat übertragen wurde, aber immer nur im Rahmen dieser besonderen Zeichnungsvollmacht, vertreten.

Art. 17. Revisoren. Die Geschäfte der Gesellschaft und ihre finanzielle Situation, einschließlich der Bücher und Konten, können, und müssen in den gesetzlich vorgeschriebenen Fällen, von einem oder mehreren Revisoren, die nicht Gesellschafter zu sein brauchen, durchgesehen werden.

Die Revisoren (falls es solche gibt) werden von dem Alleingesellschafter oder, wo dies der Fall ist, von der Gesellschafterversammlung, die ihre Anzahl festlegt, für eine Dauer von nicht mehr als sechs Jahren gewählt. Sie werden bis zur Wahl ihrer Nachfolger im Amt bleiben. Sie sind erneut wählbar und können jederzeit, mit oder ohne Angabe von Gründen, durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder, wo dies der Fall ist, der Gesellschafterversammlung, abberufen werden.

Kapitel IV.- Gesellschafterversammlung

Art. 18. Gesellschafterversammlung. Besteht die Gesellschaft nur aus einem Alleingesellschafter, übt dieser die Befugnisse aus, die das Gesetz der Gesellschafterversammlung übertragen hat. Die Artikel 194 bis 196 und 199 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 sind hierauf nicht anwendbar.

Besteht die Gesellschaft aus nicht mehr als fünfundzwanzig Gesellschaftern, können die Gesellschafter über den Text der anzunehmenden Beschlüsse, der ihnen vom Geschäftsführungsrat schriftlich durch ein die Schriftlichkeit des Textes gewährleistendes Medium übermittelt wird, in schriftlicher Abstimmung entscheiden. Im letzteren Fall sind die Gesellschafter verpflichtet innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen seit dem Eingang des Textes des vorgeschlagenen Beschlusses ihre Entscheidung zu treffen und sie der Gesellschaft durch jedes, die Schriftlichkeit gewährleistendes Medium zukommen zu lassen.

Außer in Fällen eines Alleingeschafters, können die Gesellschafter auf Einberufungsschreiben, ausgegeben in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Gesetz durch den Geschäftsführungsrat, in zweiter Linie durch die Revisoren und nachrangig nach diesen, durch die Gesellschafter, die die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, zusammentreten. Das gemäß dem Gesetz an die Gesellschafter versandte Einberufungsschreiben gibt den Ort und die Zeit sowie die Tagesordnung und die Art der zu behandelnden Geschäftspunkte der jeweiligen Gesellschafterversammlung an.

Sind alle Gesellschafter bei einer Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie, über die Tagesordnung der Versammlung unterrichtet zu sein, so kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Ein Gesellschafter kann sich durch schriftliche Ermächtigung, welche durch eine die Schriftlichkeit wahrende Übertragungsweise übermittelt wurde, bei jeder Gesellschafterversammlung durch eine andere Person, die nicht selbst Gesellschafter sein muss, vertreten lassen.

Gesellschafterversammlungen sowie die Jahresgesellschafterversammlung können außer Landes abgehalten werden, wenn dies nach dem endgültigen Ermessensurteil des Geschäftsführungsrates durch die Umstände höherer Gewalt angebracht ist.

Art. 19. Befugnisse der Gesellschafterversammlung. Jede ordnungsgemäß einberufene Gesellschafterversammlung vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter.

Unter Vorbehalt aller dem Geschäftsführungsrat dem Gesetz oder der Satzung zufolge zustehenden Befugnisse, besitzt die Gesellschafterversammlung die weitgehendsten Befugnisse alle Tätigkeiten im Zusammenhang mit den Handlungen der Gesellschaft auszuüben oder zu ratifizieren.

Art. 20. Jahresgesellschafterversammlung. Die Jahresgesellschafterversammlung, die lediglich abzuhalten ist, wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig Gesellschafter hat, wird am Sitz der Gesellschaft oder an jedem anderen, in der Hinweiskanntmachung spezifizierten Platz am 15. Mai jeden Jahres abgehalten.

Fällt dieser Tag auf einen gesetzlichen Feiertag, wird die Versammlung am nächstfolgenden Geschäftstag abgehalten.

Art. 21. Verfahren, Abstimmung. Bei jeder Gesellschafterversammlung, die zum Zwecke der Abänderung der Satzung oder zur Abstimmung über Beschlüsse, deren Annahme dieser Satzung oder gegebenenfalls dem Gesetz zufolge den Quorum- oder Mehrheitserfordernissen einer Abänderung der Satzung unterliegt, einberufen wurde, werden Be-

schlüsse gültig, falls diese durch eine Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel des Kapitals vertreten, angenommen werden.

Alle anderen Beschlüsse sind gültig falls diese durch eine Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens die Hälfte des Kapitals vertreten, angenommen werden, es sei denn andere Mehrheitsverhältnisse werden gegebenenfalls von dem Gesetz oder der Satzung vorgeschrieben.

Jeder Anteil berechtigt zu einer Stimme.

Kopien oder Auszüge der Protokolle der Gesellschafterversammlung, die in rechtlichen Verfahren oder anderweitig übermittelt werden, unterzeichnen der Vorsitzende oder ein Mitglied des Geschäftsführungsrates.

Kapitel V.- Geschäftsjahr, Ausschüttung und Verteilung von Gewinnen

Art. 22. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar eines jeden Jahres und endet am letzten Tag des Monats Dezember desselben Jahres.

Art. 23. Annahme der Finanzberichte. Am Ende eines jeden Finanzjahres werden die Konten geschlossen und der Geschäftsführungsrat erstellt in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen ein Verzeichnis der Vermögensanlagen und Verpflichtungen, die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung.

Dieser Jahresabschluss wird dem Alleingesellschafter oder, wo dies der Fall ist, der Gesellschafterversammlung zur Abstimmung unterbreitet.

Vor dieser Annahme, kann jeder Gesellschafter oder sein Berater die finanztechnischen Unterlagen am Gesellschaftersitz durchlesen. Besteht die Gesellschaft aus mehr als fünfundzwanzig Gesellschaftern, kann dieses Recht nur während einer Zeitspanne von fünfzehn Tagen vor dem Datum der Jahresgesellschafterversammlung ausgeübt werden.

Art. 24. Gewinnverteilung. Von dem jährlichen Reingewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgesehenen Rückstellung zugewiesen. Diese Verpflichtung entfällt, sobald und solange die gesetzliche Rückstellung die Höhe von zehn Prozent (10%) des ausgegebenen Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Der Alleingesellschafter oder die Gesellschafterversammlung werden festlegen, wie der verbleibende Überschuss an Reingewinn verteilt werden soll; ob durch vollständige oder teilweise Bildung einer Rückstellung oder als Zuweisung zu einer Provisionszahlung; durch Übernahme bis in das nächste Geschäftsjahr oder durch Ausschüttung an die Gesellschafter.

Vorbehaltlich der gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen kann der Geschäftsführungsrat eine Abschlagsdividende auszahlen. Der Geschäftsführungsrat legt die Summe und das Datum einer solchen Abschlagszahlung fest.

Kapitel VI.- Auflösung, Abwicklung

Art. 25. Auflösung, Abwicklung. Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung, der in Übereinstimmung mit den zur Änderung dieser Satzung erforderlichen Quoren und Mehrheiten gefasst worden ist, aufgelöst werden, unter Vorbehalt gegensätzlicher gesetzlicher Bestimmungen.

Wird die Gesellschaft aufgelöst, soll ihre Abwicklung von einem oder mehreren Liquidatoren ausgeführt werden, die von dem Alleingesellschafter oder der Gesellschafterversammlung, welche ebenfalls deren Befugnisse und Vergütung festlegen, ernannt werden.

Nach Begleichung aller Schulden und sonstiger gegen die Gesellschaft bestehenden Ansprüche sowie der Kosten des Abwicklungsverfahrens wird der Reinerlös aus der Abwicklung an die Gesellschafter pro rata gemäß der Anzahl ihrer Anteile verteilt.

Kapitel VII.- Anwendbares recht

Art. 26. Anwendbares Recht. Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch die vorliegende Satzung geregelt sind, bestimmen sich nach den Gesetzen, insbesondere nach dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, in seiner zuletzt geltenden Fassung.

Zeichnung und Einzahlung

Die Satzung ist somit von der erschienenen Partei erstellt worden, welche nachstehende Anzahl von Anteilen gezeichnet sowie folgende Beträge in bar eingezahlt hat:

Gesellschafter	gezeichnetes Kapital	Anzahl der Anteile (EUR)	eingezahltes Kapital (EUR)
DB FINANCE INTERNATIONAL, GmbH, vorgenannt.	25.000,-	1.000	25.000,-
Total	25.000,-	1.000	25.000,-

Beweis über alle diese Zahlungen wurde dem unterzeichnenden Notar überbracht welcher bezeugt, dass sämtliche Bedingungen des Artikels 183 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, in seiner zuletzt geltenden Fassung, respektiert wurden.

Geschätzte Kosten

Die Auslagen, Kosten, Aufwendungen und Lasten jeglicher Art, die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr tausendsiebenhundert Euro geschätzt.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am letzten Tag des Monats Dezember 2006.

Außerordentliche Gesellschafterversammlung

Erster Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt, die Anzahl der Geschäftsführer auf drei (3) festzulegen und folgende Personen für einen Zeitraum, der mit der Annahme des Jahresabschlusses für das am 31. Dezember 2006 abzuschließende Geschäftsjahr endet, zu Geschäftsführern zu wählen:

- 1) Herrn Werner Burg, Bankier, beruflich wohnhaft in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxemburg,
- 2) Herrn Rolf Caspers, Bankier, beruflich wohnhaft in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxemburg,
- 3) Herrn Tom Verheyden, Bankier, beruflich wohnhaft in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxemburg.

Zweiter Beschluss

Der Alleingesellschafter beschließt, dass sich der Gesellschaftssitz in 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, befindet.

Der unterzeichnende Notar, der des Englischen mächtig ist, erklärt hiermit, dass vorliegende Urkunde auf Antrag der weiter oben erwähnten Partei in englischer Sprache verfasst ist und von einer Fassung in deutscher Sprache gefolgt wird; auf Antrag derselben Person und im Falle von Abweichungen zwischen dem deutschen und dem englischen Text gilt der englische Text.

Woraufhin vorliegende Urkunde am eingangs erwähnten Datum von dem unterzeichnenden Notar in Luxemburg aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument der dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannten, erschienenen Partei vorgelesen worden ist, hat dieselbe vorliegende urschriftliche Urkunde mit dem unterzeichnenden Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: A. Singer, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 12 janvier 2006, vol. 899, fol. 99, case 2. – Reçu 250 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Beles, den 16. Januar 2006.

J.-J. Wagner.

(007544.3/239/568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 janvier 2006.

RAPID INSTALLATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

R. C. Luxembourg B 113.408.

—

STATUTS

L'an deux mille cinq, le six décembre.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société de droit des Iles Vierges Britanniques RAPID INSTALLATIONS LIMITED, avec siège social à Tortola, Road Town, P.O. Box 146, Trident Chambers, c/o Trident Trust Company (BVI) Limited, (Iles Vierges Britanniques), inscrite au Registre des Sociétés des Iles Vierges Britanniques en tant que INTERNATIONAL BUSINESS COMPANY sous le numéro 347.690, constituée sous forme d'une société de droit irlandais en date du 10 décembre 1990,

dont le siège social a été transféré à Tortola et la forme d'une société de droit des Iles Vierges Britanniques a été adopté en date du 7 octobre 1999,

et dont le transfert du siège social statutaire et administratif de la société des Iles Vierges Britanniques au Grand-Duché de Luxembourg a été décidé par l'assemblée des actionnaires tenue à Tortola en date du 14 novembre 2005,

ayant un capital social fixé à cinquante mille dollars US (50.000,- USD), représenté par cinquante mille (1.000) actions d'une valeur nominale d'un dollars US (1,- USD).

L'assemblée est présidée par Monsieur Mario Köhl, commerçant, demeurant à D-Trèves.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Dirk Hartmann, commerçant, demeurant à D-Konz.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean Bernard Zeimet, réviseur d'entreprises, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1) Transfert du siège social de Tortola, Road Town, P.O. Box 146, Trident Chambers, c/o Trident Trust Company (BVI) Limited, (Iles Vierges Britanniques), à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, (Grand-Duché de Luxembourg), et adoption par la société de la nationalité luxembourgeoise.

2) Adoption de l'objet social suivant:

«La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»

3) Fixation du capital social à 50.000,- USD et remplacement des 50.000 actions d'une valeur nominale de 1,- USD par 5.000 actions d'une valeur nominale de 10,- USD chacune.

4) Adoption pour la société de:

a) la forme juridique d'une société anonyme de droit luxembourgeois;

b) la dénomination de RAPID INSTALLATIONS S.A.;

c) une durée illimitée;

d) une année sociale commençant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre de chaque année;

e) la date de l'assemblée générale annuelle se réunissant de plein droit le 1^{er} lundi du mois de juin à 14.00 heures;

f) des statuts suivants d'une société anonyme luxembourgeoise:

«**Art. 1^{er}.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de RAPID INSTALLATIONS S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège.

Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

Art. 5. Le capital social est fixé à cinquante mille dollars US (50.000,- USD), représenté par cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de dix dollars US (10,- USD) chacune.

Art. 6. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi de 1915.

Art. 7. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 8. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi de 1915 le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télécopieur ou courrier électronique.

Les réunions du conseil d'administration pourront se tenir également par conférence téléphonique ou par vidéo-conférence.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante?

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Il peut leur confier tout ou partie de l'administration courante de la société, de la direction technique ou commerciale de celle-ci.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société se trouve engagée par la signature collective de deux administrateurs de la société, ou par la seule signature de toutes personnes auxquelles pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Art. 9. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 10. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 11. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 1^{er} lundi du mois de juin à 14.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 12. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que, pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix, sauf les restrictions imposées par la loi.

Art. 13. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 14. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

5) Nominations statutaires.

6) Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de Tortola, Road Town, P.O. Box 146, Trident Chambers, c/o Trident Trust Company (BVI) Limited, (Iles Vierges Britanniques), à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, (Grand-Duché de Luxembourg), et d'adopter pour la société la nationalité luxembourgeoise sous forme d'une société anonyme.

L'assemblée constate que le transfert du siège social ne donne pas lieu à la constitution d'une nouvelle société.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'adopter l'objet social suivant:

«La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de fixer le capital social à cinquante mille dollars US (50.000,- USD) et de remplacer les cinquante mille (50.000) actions existantes d'une valeur nominale d'un dollars US (1,- USD) par cinq mille (5.000) actions d'une valeur nominale de dix dollars US (10,- USD) chacune.

Rapport du réviseur d'entreprises

Cet transfert du siège social ainsi que la fixation du capital social fait l'objet d'un rapport descriptif établi par le réviseur d'entreprises indépendant Monsieur Jean Bernard Zeimet, demeurant professionnellement à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, qui conclut de la manière suivante:

«Conclusion

Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de la transformation de RAPID INSTALLATIONS LIMITED en société anonyme de droit luxembourgeois et qui s'élève à au moins 50.000 USD.

Luxembourg, le 12 octobre 2005.»

Ledit rapport, signé ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'adopter pour la société:

- a) la forme juridique d'une société anonyme de droit luxembourgeois;
- b) la dénomination de RAPID INSTALLATIONS S.A.;
- c) une durée illimitée;
- d) une année sociale commençant le 1^{er} janvier et se terminant le 31 décembre de chaque année;
- e) la date de l'assemblée générale annuelle se réunissant de plein droit le 1^{er} lundi du mois de juin à 14.00 heures;
- f) des statuts d'une société anonyme luxembourgeoise, comme spécifiés dans l'ordre du jour de la présente assemblée sous le point 4).

Cinquième résolution

L'assemblée fixe le nombre des administrateurs à 3 et procède à la nomination du conseil d'administration, qui se composera dès lors comme suit:

- a) Monsieur Jean Bernard Zeimet, réviseur d'entreprises, né à Luxembourg, le 5 mars 1953, demeurant à L-2146 Luxembourg, 51-53, rue de Merl;
- b) La société à responsabilité limitée @conseils, S.à r.l., ayant son siège social à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 79.257);
- c) Monsieur Angel Caschera, comptable, né à Broccostella, (Italie), le 19 octobre 1957, demeurant professionnellement à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter.

Les mandats des administrateurs prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Sixième résolution

L'assemblée fixe le nombre des commissaires aux comptes à 1 et nomme la société à responsabilité limitée READ, S.à r.l., avec siège social à L-2730 Luxembourg, 67, rue Michel Welter, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 45.083), à la fonction de commissaire aux comptes de la société.

Le mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2011.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de cet acte s'élève approximativement à mille sept cent cinquante euros.

Pour les besoins de l'enregistrement le capital social est évalué à la somme de 42.746,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Wecker, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. Köhl, D. Hartmann, B. Zeimet, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 16 décembre 2005, vol. 534, fol. 95, case 10. – Reçu 427,46 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 13 janvier 2006.

J. Seckler.

(007276.3/231/213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 janvier 2006.